SUPPLÉMENT 4 PAGES : ÉLECTIONS

C.I.R.A.

T2137 - 399 - 4,00 F

ISSN 0026-9433

le monde libertaire hebdomadaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N° 399 JEUDI 30 AVRIL 1981 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

LA LUTTE, PAS LE VOTE

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : ANIZY-LE-CHÂTEAU
ALLIER : MOULIN – IZEURE
ARDÈCHE : AUBENAS
AUBE : TROYES
AUDE : NARBONNE
B.-D.-R. : MARSEILLE – AIX
DOUBS : BESANÇON
EURE : ÉVREUX
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX – CADILLAC
HÉRAULT : BÉZIERS
ILE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
LOIRE : ST. ETIENNE
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MOSELLE : METZ
NORD : LILLE – VALENCIENNES
OISE : CREIL – BEAUVAIS
ORNE : ARGENTAN
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE – BIARRITZ
HT-RHIN : MULHOUSE
RHONE : LYON
LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES
MANCHE : CHERBOURG
LOT-ET-GARONNE : AGEN
SEINE-MARITIME : LE HAVRE – ROUEN
SOMME : AMIENS
VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » – GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDÉEN
HTE-VIENNE : LIMOGES
VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES

– LIAISON DES POSTIERS
– LIAISON DES CHEMINOTS
– LIAISON DU LIVRE
– CERCLE INTER-BANQUES
– LIAISON ORTF
– LIAISON INSTITUT DE SONDAGES

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2e, 5e, 6e, 7e, 10e, 11e, 13e, 14e, 15e, 16e, 18e, 19e, 20e.

BANLIEUE SUD
– FRESNES-ANTONY
– LES ULIS
– MASSY-PALAISEAU
– ORSAY-BURES
– RIS-ORANGIS
– MASSY
– VILLEJUIF

BANLIEUE EST
– GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
– MONTREUIL, ROSNY
– BOBIGNY

BANLIEUE OUEST
– NANTERRE – LA DÉFENSE
– HOUILLES-SARTROUVILLE

BANLIEUE NORD
– VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
– DOMONT
– ARGENTEUIL, COLOMBES
– SEVRAN, BONDY

LIAISONS

La Seyne-sur-mer, Laon, Aine, Soissons, Cannes, Grasse, Ardennes, Salon, Caen, Angoulême, Marennes-Oléron, Saintes, Vierzon, Ajaccio, Meulan, Bégard, Valence, Concarneau, Le Vigan, Brest, Montpelllier, Sète, Châteauroux, Sassenage, Isère, Jura, Blois, Vendôme, Le Puy, Florac, Laval, Noyon, Hénin-Beaumont, Bas Rhin, Le Mans, Thonon-les-Bains, Nord Seine-et-Marne, Maule, Parthenay, Montauban, Hyères, Poitiers, Nord Haute-Vienne Vosges, Toulouse, alès, Meullin-Sénart, Avesnois.

* * * * * * * * * * * * * * * *

Groupe départemental du Gard : *écrire à CGES, B.P. 3044 - 30002 Nîmes-Cédex.*
Groupe d'Evreux : *permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27002 Evreux.*
Groupe de Rennes : *le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.*
Permanence F.A. d'Angers : *tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.*
Groupe de Marseille : *le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.*
Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : *le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.*
Groupe l'Entraide (Havre et région) : *dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.*
Groupe du 11e : *permanence à Publico, 3, rue Ternaux, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.*
Groupe d'Amiens : *permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80330 Longueau.*
Liaison Blois : *BP 962, 41009 Blois cedex.*
Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : *tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.*
Groupe Soleil Noir de Cadillac : *tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).*
Groupe Eugène Varlin : *petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15e), Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.*
Liaison Bas-Rhin : *écrire à Rémon, BP 35, 67 350 Ingwiller.*
Groupe Louise Michel : *le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18e.*
Groupe Fresnes-Antony : *du mardi au jeudi, de 16 h à 19 h, le vendredi de 14 h à 19 h, le samedi de 10 h à 19 h, le dimanche de 10 h à 13 h, 34, rue de Fresnes à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.*
Groupe du 14e : *petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix-Faure (Paris-15e). Métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.*
Groupe libertaire Sevran-Bondy : *adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des pensées, 93140 Bondy.*
Groupe d'Anizy-le-Château : *tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80-17-09).*
Groupe des Ulis : *permanence à la MJC des Ulis, tous les 2e et 4e jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.*
Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : *le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.*
Liaison Angoulême : *tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.*
Groupe Voline : *26, rue Piat, 75011 Paris. Permanence le 1er et 3e jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.*
Groupe de Grenoble : *tous les premiers vendredis du mois (sauf le 8/5/81), rue Berthe de Boissieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2e étage, salle Est.*
Guingamp : *permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Parsanquen de 16 à 18 heures au local de la Libre Pensée.*

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 3, rue Ternaux, Paris 11e (M° Oberkampf) — Tél : 805-34-08.

COMMUNIQUÉS

Un groupe est en formation à Meulun et ses environs. Toute personne intéressée par la propagande libertaire peut prendre contact par les RI qui transmettront.

Les personnes intéressées par la propagande anarchiste sur Montague, Alençon, au Perche ou sur l'Aigle (61 Orne) peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les travailleurs libertaires de la presse désireux de créer une liaison professionnelle, notamment dans le secteur distribution peuvent dès maintenant contacter le groupe d'Evreux, CES, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

Les personnes intéressées par la création d'un groupe sur Clermont-Ferrand peuvent contacter les RI qui transmettront.

Les sympathisants libertaires et personnes intéressées par la formation d'un groupe libertaire sur Nice et proche région peuvent écrire aux RI, à Publico, qui transmettront.

Afin de relancer l'activité libertaire à Evreux, les militants de la FA seront à votre disposition le dernier jeudi de chaque mois, salle 1, 2 ou 3, derrière la mairie d'Evreux. Prochain rendez-vous le 21 mai, de 18 à 19 h.

Avis à la population : en cette période électorale, on n'est jamais assez nombreux pour dénoncer le cirque des politicards et propager les idées libertaires. En conséquence, on peut rencontrer le groupe Berneri (Paris 10e) tous les mercredis soir, de 18 à 19 heures, à la Gare de l'Est. Qu'on se le dise !

RÉGION TOULONNAISE

Le groupe Région toulonnaise organise le vendredi du Premier Mai un rassemblement à 10 heures, place d'armes à Toulon.

BESANÇON

Ils ont voté, et puis après ?
Gala du groupe Proudhon, le mercredi 13 mai à 20 h 45 au Lux, avec Aristide Padygros.

MARSEILLE

La fête abstentionniste du groupe de Marseille a été reportée. Elle aura lieu à la vieille Bourse du Travail le dimanche 3 mai, de 14 à 24 heures. Même programme.

Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis
de 17 à 19 h
à la librairie La Tête en Bas
17, rue des Poëliers à Angers
Tous les samedis
de 14 à 15 h
10, rue Robert Planquette
Paris 18e (M° Blanche)
Tous les mardis
de 18 h à 19 h
tous les vendredis
de 19 h à 20 h
26, rue du Wab-Billy
Metz - Tél. 74.41.58

Directeur de publication
Maurice Joyeux
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie « Les marchés de France »
44, rue de l'Ermitage, Paris 20e
Depôt légal 44 149 - 1er trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Affiche rééditée par le groupe Sacco-Vanzetti de la FA, (format : 57 × 76,5) Prix : 2 f l'unité, 0,60 F à partir de 10 exemplaires

SAINT-DIÉ

Une projection du montage audiovisuel *Espagne 36* suivie d'un débat aura lieu à Saint-Dié, le 9 mai à 14 heures, à la MJC.

Pour recevoir un exemplaire du *Riflard* n° 5 et de *L'Eveil social* n° 3 (spécial élections), joindre respectivement 1,40 F et 2,20 F en timbres.

Le groupe d'Evreux rappelle qu'il a édité un autocollant de soutien au *Monde Libertaire*. Les bénéfices réalisés sur cet autocollant iront au journal. Les coller, les commander, voilà de bons moyens pour soutenir le *Monde Libertaire*.
Tarifs : 3 F à l'unité; 0,40 F au-dessus de 10 exemplaires. Commande à Publico.

Une affiche anti-électorale a été éditée par le groupe de la Fédération anarchiste de Troyes et le Groupe libertaire écologiste. Tarifs : 1,50 F en-dessous de 10 exemplaires; 1 F à partir de 10 exemplaires. Les commandes sont à adresser à P. et C. Genneret, 10290 Bourdenay.

Chasse aux anarchistes

Le Monde du mercredi 8 avril affirmait, sous la signature de Nicolas Bau : « Une rencontre historique a lieu entre les militants du RPR et deux jeunes de la Fédération Anarchiste... On se distribue courtoisement les espace, car on se connaît déjà. » « L'autre jour, confie dans un gloussement... une membre du RPR..., nous sommes même allés boire un pot, on a bien parlé ensemble. »

Le rapprochement entre FA et RPR a tellement été probant que, sans un mot, et alors que le groupe Fresnes-Antony tentait de reconquérir un minimum d'espace mural, une équipe d'une douzaine de voyous du RPR s'est, le vendredi 24, littéralement défoulée sur trois de nos militants à deux endroits différents.

Nous n'avons jamais bu de pot avec le RPR, mais ce soir-là, nous avons trinqué... avec hématomes. Lâches, leurs mains n'étaient pas nues, mais bien outillées de matraques, de manches de pioche, de fléaux et de tranchants.

Les anarchistes ont pour ennemis droit et gauche, parmi eux figure en bonne place l'homme de cœur Chirac.

Fédération Anarchiste

LE MONDE LIBERTAIRE
Redaction Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
Tel. 805.34.08 CCP Publico 11 289 15 Paris

TARIF

	France	Sous pli ferme	Etranger
3 mois	50 F	78 F	55 F
6 mois	95 F	150 F	110 F
12 mois	180 F	280 F	210 F

Tarif Etranger RFA, Benelux, Suisse, Italie, Canada

Abonnez vous

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....
N° ..... Rue .....
Code postal ..... Ville .....
à partir du N° ..... (inclus). Pays .....
O Abonnement O Reabonnement
Reglement (à joindre au bulletin):
O Cheque postal O Cheque bancaire O Mandat-lettre

en bref...en bref...

Jean-Roger Caussimon passera à la MJC d'Orgemont, rue de la Tête St-Médard, 93800 Epinay-sur-seine (tél. 822.41.40), le samedi 16 mai à 21 heures. Prix des places : 30 F.

La Fédération des Objecteurs passera en procès pour « incitation à l'insoumission » et « incitation à solliciter le statut d'objecteur de conscience dans le but exclusif d'échapper aux obligations militaires ».

Francis Halluin, Catherine Halluin et Corinne Guerton sont passés en saisine directe le 11 mars à 18 h 30 pour collage d'affiches antimilitaristes. Le procès est reporté au 7 mai, à 13 heures, chambre correctionnelle du Palais de Justice de Créteil.

La prochaine réunion de la Société des Amis de Han Ryner se tiendra le samedi 13 juin 1981 à 20 heures, 12, rue des Fossés-St-Jacques, 75005 Paris. Maurice Laisant y traitera le thème « Individualisme et anarchisme ».

Michel Sirach, réformé « P4 » le 2 février dernier a été condamné à 18 mois de prison ferme pour le délit de « refus d'obéissance » par le TPFA de Petz, le 31 mars.

Jean-Roger Caussimon chantera pour les Citoyens du Monde, le mardi 26 mai à 20 h 45 dans la grande salle du la Mutualité à Paris. Participation aux frais : 15 F.

D'après le correspondant du *Monde* à Moscou, le PC d'URSS a déclaré par la voix de son président de la Commission de contrôle que « certains dirigeants des organisations de base oubliaient (Sic) de reverser... les cotisations perçues pour chaque adhérent. « Ils ont ainsi violé les principes de la modestie léniniste ». La « modestie léniniste » ne serait-elle plus une des grandes vertus de notre époque ?

Au Japon, 45 tonnes de liquide radioactif se sont répandues hors d'une centrale nucléaire : un accident que l'on peut inscrire dans la lignée de Three Miles Island ou de l'incendie d'un silo de stockage à La Hague. Mais ce qui est remarquable, c'est qu'il aura fallu un mois et demi aux responsables japonais pour dévoiler l'accident ! Non seulement la prolifération de centrales nucléaires nous expose en permanence aux accidents radioactifs, mais de surcroît, nous ne sommes même pas sûrs... d'en être informés ! C'est l'ère de la radioactivité clandestine !

Jean-Jacques Beucler, député UDF, a déclaré dernièrement dans un grand quotidien parisien : « Le moule commun des Français, c'est le Service national. Il faut profiter de ce passage imposé pour forger les caractères. La mission primordiale de l'armée n'est-elle pas là ? » On peut difficilement parler plus clairement. Avis aux amateurs de lavage de cerveaux !

PREMIER MAI 81
Ouverture de la librairie de la Fédération anarchiste au 145, rue Amelot, Paris 11e

« Objection Votre Honneur ! »

Saint-Dié, le 10 avril à 20 h 30, film-débat sur *L'Objection de conscience* organisé par le groupe Fédo de Saint-Dié sous le couvert de la Ligue des Droits de l'Homme. Dans la salle, deux membres de la CFDT, deux membres du PSU, trois membres d'Amnesty International, un membre du MRG, un appelé du contingent, un ancien et un futur objecteur, quelques jeunes intéressés par le sujet, un membre du MAN et deux membres de la Fedo de Nancy sans oublier un seul et unique représentant de la Fédération Anarchiste, en l'occurrence, ma personne.

Après la projection du film (à tendance largement antimilitariste), les camarades de la Fedo Saint-Dié, assistés de leurs collègues de Nancy et du représentant du MAN, se sont chargés de répondre aux diverses questions posées par l'assistance. Depuis le plus simple « un an de service, c'est pas la mort », jusqu'au plus réfléchi « comment feriez-vous pour défendre le pays avec la non-violence en cas d'agression extérieure ? » La discussion n'a pas manqué de piquant. Mais il ne faut pas se leurrer, à l'heure actuelle, l'institution kaki ne sert que les intérêts privés des gouvernements quant à l'ennemi extérieur, grâce aux effectifs des renseignements généraux, de la sécurité militaire (les autonomes d'Amiens ?), il faut plutôt penser à un ennemi intérieur (n'est-ce pas M. Peyrefitte !), en l'occurrence, les objecteurs, les insoumis, les déserteurs, les anarchistes et bien d'autres « vermines qui rongent notre bonne et très chère société « qui sait si bien tuer les personnalités et les libertés ! Grâce à l'action des objecteurs, et avec tout le soutien que pourront leur donner les anarchistes, nous arriverons enfin à l'abrogation du fameux décret de Brégançon et à l'élimination de l'article L50, afin de défendre la liberté d'expression et d'opinion de tous et de chacun face à l'usine kaki, ceci permettant le droit de tous à l'objection de conscience même pour raison politique, devrait indubitablement déboucher sur la suppression du Service national qui n'a d'égalitaire que le nom, et entraîner par la suite la « liquidation » de l'armée de métier. Mais cela ne pourra s'effectuer que par le biais d'une prise de conscience de chaque individu, par son combat pour sa liberté et ses droits, aidé par nous tous, les anarchistes, qui avons déjà réalisé combien l'asservissement et l'utilisation de son prochain pouvaient être néfastes à l'humanité et aux libertés. Alors : « Objection votre honneur, je ne marche pas dans vos combines ! Mettez-vous bien dans la courbure, c'est raté vos trucs et manigances... Je provoque à l'amour et à la révolution... Je parle pour dans dix siècles et j'prend date, on peut me mettre en cabane, on peut me rire au nez (ça dépend de quel rire !). Yes ! I am an immense provocateur ! » (Pompé sur le pote Ferré).

Jean-Luc (Liaison des Vosges)

Marseille — Meeting Giscard — Mercredi 15 avril 1981

UNE vingtaine des amis de Richard Martin s'étaient rassemblés près du podium pour le soutenir dans le cadre de l'intervention qu'il avait décidé de faire sur la situation de son théâtre, le Théâtre Toursky, privé de crédits (voir l'article : *De quoi crêve l'intelligence* ML n° 398). Richard a sauté sur le podium et s'est enchaîné avec une paire de menottes à un projecteur, pour s'expliquer. Le candidat Giscard, après avoir reconnu aux citoyens le droit de s'exprimer, a couvert l'incident en poursuivant son discours au micro, rendant celui de Richard inaudible, et en ignorant la répression sauvage qui s'organisait sous ses yeux.

Ses « gardes du corps » ont massacré Richard et ceux qui tentaient d'aller le défendre sur le podium (filles comprises, tabassés sans discrimination). certains ont réussi à se barrer (parfois même avec l'aide des flics locaux, dépassés et écœurés par les événements), après un baston de spécialistes : coups de godasses dans la tête, 5 contre 1, etc...

Richard a été traîné sur cent mètres par les cheveux sous une grêle de coups. Il s'est retrouvé à l'hosto avec un de ses copains, emmenés par les pompiers avertis par les flics locaux, qui ont procédé à un constat d'agression. Ils ont décidé de porter plainte pour atteinte à leur personne et à leur liberté d'exprimer légalement et pacifiquement les motifs de leur intervention.

A Noter :

— Un groupe de motards venu déposer tout aussi pacifiquement une pétition s'est également fait massacrer par la bande à Giscard avant même d'avoir pu l'approcher. L'un d'eux est grièvement blessé;

— Les flics de Marseille ont proposé d'assurer le service d'ordre du meeting. Giscard a refusé : il promène le sien.

Groupe de Marseille

Fraternité, mon cul !

GAUCHE, droite ! Gauche, droite ! Pour atteindre au racisme, il n'y a qu'un pas. La peur de l'autre qu'on ne respecte pas. Le refus borné de l'aventure de quelques heures partagées, comme ça, rien que pour le plaisir d'être là. La facilité qui consiste à rester chacun chez soi. Entre nous. La télé, etc. Les saintes habitudes, quoi !

« Venez, soyez les bienvenus à notre fête », disaient-ils, disaient-elles à leurs voisins français. Blancs de blancs ! Oui, mais personne n'est venu. Pourquoi ?

L'entrée était gratuite ! Et la liberté, d'emblée est suspecte, n'est-ce pas ? Cela ne se fait pas ! Et puis, la fraternité ne se commande pas. Quant à l'égalité, n'en parlons pas, elle reste désespérément figée sur les monuments aux morts pour la patrie, et les usines à décerveler que sont les écoles, laïques ou pas...

Des fois, j'ai envie de me jeter dans la Seine. Tout le monde « bien de chez nous » parle beaucoup des « droits de l'homme », etc., mais l'intolérance, elle, elle est bien là, et elle n'en démord pas (je parle ici des rapports humains entre individus différents et uniques en soi, et non pas d'acceptation sous diverses formes des systèmes d'exploitation de l'ouvrier par le patron, du citoyen par l'Etat, des pauvres d'esprit par l'Eglise,...). L'hypocrisie est telle aujourd'hui : une, deux ! Une, deux ! Rompez les rangs, nom de Dieu !

Aurons-nous le courage de renverser tout cela ? Là est la question qui n'en finit pas de me donner le vertige. Le premier pas, le premier pas... il nous faut faire le premier pas vers l'autre. Lui, elle ! Vous, moi ! Question de vie ou de mort. Et qui se refuse absolument à toute réponse définitive émanant de l'un ou de l'autre d'entre nous. Bienvenue au sang qui coule dans nos veines ! Mélangeons-le. Ne le répandons pas ! La mort s'en chargera bien malgré nous. Alors, bon sang ! Célébrons la vie qui vient et puis qui va... pendant qu'il est encore temps. Foutre Dieu ! Et l'Etat !

Christian LACOMBE

Acte politique ou vandalisme gratuit ?

A deux jours du rassemblement anti-électoraliste de la FA à Paris, des inconnus ont, dans la nuit du jeudi 23 au vendredi 24 avril défoncé l'entrée du local du Cercle d'Etudes sociales (association loi 1901 qui prête ses locaux au groupe du Havre). De gros galets ont littéralement fait exploser la porte en verre pourtant particulièrement solide. Les auteurs de cette agression peut-être impresionnés par le bruit provoqué n'ont pu aller plus loin dans leurs intentions.

On pourrait bien sûr penser à la malveillance gratuite due par exemple à un état d'ébriété avancée. Mais la thèse du vandalisme pourrait être écartée si l'on tient compte du fait que dans la même nuit, une permanence d'un parti politique a eu également à faire à des casseurs; par ailleurs, des militants d'extrême-droite ont perturbé ce même soir un meeting de soutien à Arlette Laguiller.

Sans pratiquer un amalgame trop rapide et quelle que soit la nature de l'acte dirigé contre une association qui a le tort de posséder un dépot de journaux et de livres libertaires, le groupe du Havre de la FA n'en baissera pas pour autant les bras.

Ils appellent les lecteurs et sympathisants de la région du Havre à la solidarité ainsi qu'à prendre contact avec le groupe. (Voir les heures de permanence).

Groupe du Havre

COMMUNIQUÉ

Les conclusions sont irréfutables, une partie non négligeable du dit « corps électoral » se refuse à s'exprimer par les consultations électorales. La « classe politique », tous politiciens confondus, a, le soir du 26 avril, reçu un désaveu cinglant. Il faudra des prouesses démagogiques pour combler le fossé qui les sépare de ces abstentionnistes (officiels).

Si nous n'influençons pas directement cette fraction importante de non-votants, il n'en est pas moins vrai que notre campagne pour l'abstention, notre rencontre du 26 avril à la Mutualité ont été une réussite et un moment important qu'il nous faut encore développer jusqu'au rejet total de l'engence politique par la population.

Le 26 avril, jour du premier tour des présidentielles, nous appelions à participer à des débats sur différents thèmes qui reçurent une audience de la part d'un public très participant.

Un meeting clotura tous les forums durant lesquels les orateurs affirmèrent que seule la lutte sur le terrain social sera la condition *sine qua non* à la construction de la société libertaire.

Cette journée se termina par une partie spectacle excellente.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

Un service régulier et pratique, un soutien

L'ABONNEMENT

A BOULETS NOIRS

Un million de communistes, c'est un million d'immigrés en moins

Plus que tout autre, un anarchiste se doit de lutter contre tous les ghettos; or, chose incompréhensible de la part des responsables de ce pays, il est un ghetto que tous semblent ignorer : je veux parler de la présence, en France, de plus de 700 000 communistes dûment estampillés qui, avec les membres de leur famille, posent un problème de plus en plus ardu à résoudre. Il faut nous l'avouer, la cote d'alerte est largement

dépassée ! Et cela ne peut qu'entraîner une aggravation des problèmes que d'aucuns voudraient passer sous silence :

— Par leur mode de vie (usage abusif de boissons alcoolisées genre Ricard, aptitude à la violence verbale et physique...), il s'ensuit des tensions parfois vives avec la population environnante;

— Par leurs atteintes à notre vie quotidienne (visites incessantes le dimanche matin alors que dans un sommeil réparateur, nous essayons d'oublier les fatigues de la semaine, attaques incessantes sur les marchés...), il s'ensuit que le simple coup de sonnette à la porte d'entrée ou que la vue d'un marchand de journaux nous plongent dans une terreur difficile à contenir, etc., etc.

En conséquence, nous demandons juste répartition des communistes et de leurs familles. Nous ne pouvons admettre que ce soit dans les municipalités ouvrières que le taux de militants communistes soit le plus élevé. Alors que dans le 16e la bourgeoisie peut vivre tranquillement. Il en va de notre sécurité... d'autant que périodiquement, selon un rythme encore inexpliqué, nous pouvons assister au renouveau des luttes tribales entre communistes de diverses obédiences, voire avec une communauté répondant au nom de socialiste...

Si personne ne veut nous écouter, c'est place du Colonel-Fabien que nous irons manifester : nous avons en effet été averti par un certain L.B. qu'il s'y passait des choses qu'aucun Français innocent ne pouvait accepter !

BEN

Les paroles s'envolent

« Les travailleurs qui quittent leur pays pour des raisons économiques, sociales ou politiques ne seront jamais considérés par nos organisations comme des étrangers. » Ils font partie de la même classe sociale que les prolétaires de chez nous et cela suffit pour que nous les recevions et trations en égaux ».

Quel est l'anarchiste qui a tenu ces propos irresponsables ? Un certain Benoît Frachon qui fut quelque chose comme secrétaire général de la CGT, communiste bien sûr, pendant de nombreuses années. C'était en 1969.

« Jamais » qu'il avait dit, le Benoît. Depuis, le beau Marchais chante un autre air à l'égard des immigrés, celui de la calomnie.

Les écrivains encagés...

S'il est un métier dangereux, en Union soviétique, c'est bien celui d'écrivain.

Que la plume vagabonde en dehors des lignes tracées par le Comité central et l'Union des Ecrivains vous classe dans la catégorie des « renégats qui... portent préjudice à notre cause commune, se trouvent sur la voie des activités anti-soviétiques et doivent être punis en conformité totale avec la loi soviétique ».

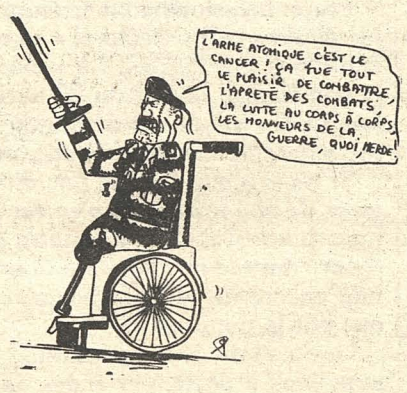
Et pourtant, le congrès des écrivains de la République fédérative de Russie leur mâche le travail à ces individus en leur indiquant d'excellents sujets tels que « la patrie, le Parti communiste, la gloire militaire, le 110e anniversaire de la naissance de Lénine, le 25e congrès du PCUS, la nouvelle Constitution, le 35e anniversaire de la victoire, les derniers plénums du Comité central », etc., etc.

Ainsi, les thèmes ne manquent pas, tous plus légers, folichons, amusants, romantiques, les uns que les autres, où les travailleurs de la plume soviétique peuvent puiser leur inspiration. Ce qui n'empêche pas la littérature, en URSS, d'être plutôt expirante...

Allons z'enfants de la batterie !

Nous pouvons être fiers d'être Français. Le brave général Lacaze, chef d'état-major des armées, annonce la renaissance de « notre » artillerie, pièce essentielle, paraît-il, en cas de guerre « nucléo-classique ».

Trente régiments sont fins prêts pour la riflette d'ici à 1990. Entre autres joujoux, tous plus amusants les uns que les autres, ils disposeront d'un nouveau monstre à roulettes, blindé et à grande cadence de tir, le 155 AUF 1. Poids : 47 tonnes. Prix de la bête : 900 millions de centimes (soit, par exemple, l'équivalent de trois scanners « crânes » dont tant d'hôpitaux sont encore dépourvus...)



Bien entendu, comme on n'arrête pas le progrès en la matière, toute cette artillerie sera commandée par un cerveau électronique, un système d'information centralisé baptisé... Attila. Avec ça, nous n'aurons plus peur, ni des huns, ni des autres. On ne sait pas si l'herbe repoussera où nos artilleurs auront passé, mais ce qui est sûr, c'est que ça nous fauchera notre oseille.

Face à la menace de l'artillerie soviétique, il nous fallait, paraît-il, cet Attila et ses orgues... de barbarie !

S.B.

Serment d'Hippocrate, serment d'hypocrite !

« SELON un sondage, 38,8% des médecins sont favorables à la peine capitale », titrait (en page 14) *Le Monde* du samedi 4 avril. Il fallait lire l'article pour savoir que, quand même, 55,2% sauvaient l'honneur en y étant opposés.

Mais, comme chacun le sait, la plupart des lecteurs du *Monde*, gens sérieux, n'en lisent que les titres et les quelques articles qui les intéressent. Or, si le problème de la « peine capitale » ne les intéresse pas (ça arrive, ils n'en auront lu que le titre et retiendront que LES médecins sont favorables à la peine de mort. Et à force de lire, d'entendre que x% de telle catégorie est favorable à ladite peine, on finit par se persuader que c'est la grande majorité des Français qui y est favorable (d'où les pourcentages de plus en plus élevés dans ce sens) : c'est le principe de la méthode Coué !

Remercions donc *Le Monde* qui aurait aussi bien pu titrer : « Selon un sondage, 55,2% des médecins sont opposés à la peine capitale » !

Mais revenons à ces 38,8% de médecins. Signalons d'abord que 250 praticiens sur environ 120 000 médecins furent interrogés et que ce sondage fut commandé et publié par *Le Quotidien du Médecin* du 3 avril. Remarquons ensuite que 38,8 + 55,2 = 94) : 6% des médecins interrogés s'en fichent (est-ce possible ?) ou ont refusé de répondre. Faisons une règle de trois et 38,8% de 250 praticiens, cela fait 97 praticiens (sur 250) favorables à la peine de mort, censés en représenter 46 560 (sur 120 000 médecins). Sachons enfin que, toujours selon ce sondage, les spécialistes sont plus opposés à la peine capitale que les généralistes (qu'en pense votre médecin traitant ?)

Le serment d'Hippocrate, base du code de déontologie des toubibs, stipule et ordonne un respect inconditionnel de la vie. Inconditionnel avez-vous dit ? Ces médecins, qui maintiennent en survie des « corps » agonisants, seraient donc pour près de 40% d'entre eux d'accord pour ôter la vie à un homme (1) en bonne santé physique ! Il est vrai que 40% de ceux qui sont favorables à la peine capitale (2) trouvent que la guillotine (3), pardon la décapitation, c'est pas propre et qu'il vaudrait mieux l'injection d'un produit chimique mortel, et vive la science !

Mais le comble est atteint par 11,9% (4) de ces médecins hypocrites à Hippocrate qui jugent que c'est un médecin qui doit administrer le produit puisque « la collaboration d'un médecin s'impose dans ce cas, car il s'agit d'un acte médical (5) » (remboursé par la Sécurité sociale ?), avis partagé par 39 interrogés (soit 18 856 (6). Hippocrate doit se retourner dans sa tombe !

Evidemment, il ne faut pas oublier à quelle catégorie, à quelle classe socio-économique appartiennent tous ces Diafoirus et qu'ils craignent les exactions de ces condamnés. Pour l'exemple ?

Ce que j'aimerais savoir, c'est combien de ces « médecins » hypocrites à Hippocrate font (ou ont fait) partie du tristement célèbre mouvement « Laissez-les vivre ».

J.-P. BERRAUD

(1) Pourquoi les cours d'Assises condamnent-elles à mort presqu'exclusivement des hommes (même quand ils n'ont pas tué) et pour ainsi dire jamais des femmes ? Il serait intéressant de répondre à ce problème.
(2) Soit 39 interrogés (sur 250) ou 18 624 médecins (sur 120 000).
(3) Inventée par... un docteur ! Le docteur Guillotin.
(4) Soit 11,5 interrogés ou 5 540,6 médecins.
(5) Souligné par moi.
(6) OU 40,5% des médecins favorables à la peine de mort.

LE BILAN DE L' « EXPANSION »

Le numéro 9 de *L'Expansion* a tracé un bilan du gouvernement Barre ou du moins a critiqué le bilan tracé par les Français. Il est vrai que ces derniers se contredisent souvent dans leurs idéaux. Par exemple, 70% d'entre eux pensent qu'il faut bloquer les prix et 60% jugent qu'il faut également renforcer la concurrence entre les entreprises. Les Français, peuple hybride économiquement, sont toujours partagés entre l'amour des systèmes libéraux (qui, jusqu'à présent, ont toujours passé grâce à une économie capitaliste) et celui de leur sécurité (qui fait plutôt appel à l'étatisme). Ces deux visions ne sont pas toujours compatibles.

Mais reprenons la critique de cette revue. Celle-ci traite de mythe, ce que croit un Français sur trois : augmenter les salaires pour sortir de la crise. « Là aussi, un Français sur trois environ croit encore que pour sortir de la crise, « y'a qu'à » augmenter fortement les salaires ». Il est évident que cette vision demeure simpliste lorsqu'on met dans le même sac tous les salariés : le directeur général (qui n'est après tout qu'un salarié) et le manœuvre spécialisé. C'est ce que fait la revue, apparemment. Nous pouvons donc continuer à ignorer le sous-prolétariat, ce quart-monde français, qui gagne en moyenne par ménage moins de deux mille francs et qui vit dans la misère. Ce sous-prolétariat, cependant, constitue 30% de la population active française. Donc, bloquons les salaires ! Le PDG continuera à vivre luxueusement avec ses cinq à dix millions par mois et le manœuvre, travailleur immigré le plus souvent, continuera à crever dans la misère et l'humiliation.

En revenant au bilan du gouvernement Barre, la revue affirme ceci : « Les inégalités ont continué à se réduire, et non l'inverse. L'économie française a continué à créer beaucoup d'emplois... », elle ajoute tout de même : « ...malheureusement moins vite que n'augmente la population active ». Il est vrai que s'il arrive plus de 250 000 nouveaux actifs alors qu'on crée 100 000 emplois nouveaux, on envoie, après tout, seulement plus de 150 000 personnes au chômage par an. La vision de *L'Expansion* est peut-être objective, en tout cas, elle n'est pas proportionnelle. Et celle-ci peut continuer à traiter d'illusions les justes revendications des trois quarts des Français : « abaisser l'âge de la retraite » (ce qui libérerait de nombreux emplois et allègerait les charges de chômage), « bloquer les prix et augmenter fortement les salaires bas », ce qui réduirait inévitablement les inégalités.

En gros, les chiffres sont trompeurs : 13,5% d'inflation, plus de 1 600 000 chômeurs déclarés, déficit de la balance des paiements... Mais la politique barriste était bonne : ce sont les Français qui n'ont rien compris.

Si la revue est objective (ce dont je ne doute pas), 61% des Français souhaitent foutre à la porte quatre millions d'étrangers qui, jadis, mais cela fait si longtemps, furent un des piliers de l'économie française. Merci, à part cela, les Français ne sont pas xénophobes. Maintenant, on n'a plus besoin des « salétrangers », ils peuvent débarrasser le plancher.

GONZALES

Sommaire

PAGE 1
La lutte, pas le vote
PAGE 2
Activités des groupes FA
PAGE 3
En bref
« Objection Votre Honneur ! »
Marseille, meeting Giscard...
Fraternité, mon cul !
Acte politique...
Communiqué
PAGE 4
A Boulets Noirs
Serment d'Hippocrate...
Le bilan de l'expansion
PAGE 5
Démocratie bourgeoise...
PAGE 6
Syndicalisme politique
PAGE 7
L'abstentionnisme
PAGE 8
Les propositions anarchistes
PAGE 9
Capitalisme et santé...
PAGE 10
Capitalisme et santé (suite)
Informations Internationales
PAGE 11
Spectacles, B.D., livres
PAGE 12
Premier Mai...

SIC

Ma vénération pour le beau sexe s'est accrue, si possible, depuis que je sais que les électrices sont deux millions de plus que les électeurs et depuis que je suis candidat.

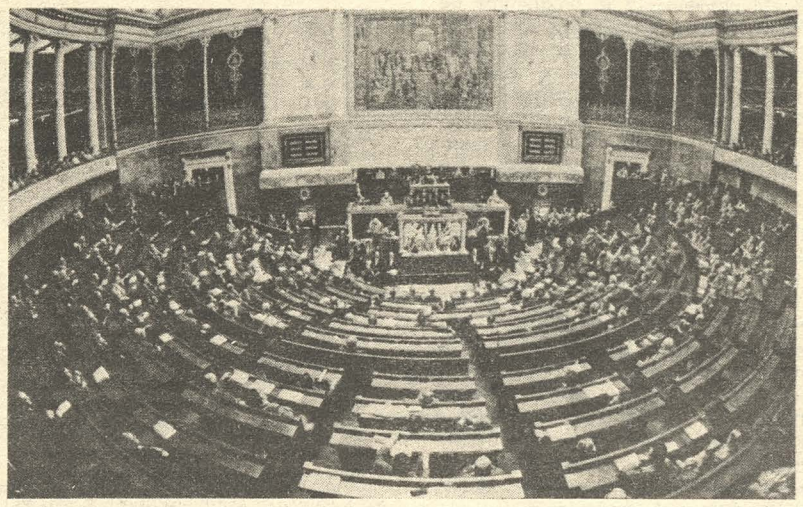
Jean FRAYSSINET

(à l'occasion de Législatives)

Dossier Elections

DÉMOCRATIE BOURGEOISE, CRÉTINISME PARLEMENTAIRE, CYNISME AVANT-GARDISTE ET... RÉVOLUTION SOCIALE !

ETRANGE spectacle en vérité que celui qui se déroule en ce moment devant nos yeux à l'occasion de ces élections présidentielles. A mi chemin entre la parade de cirque — la tristesse en plus — et la querelle d'ivrognes — la truculence du verbe en moins — tout en lui respire le pitoyable. Le grotesque ne cesse de le disputer au lamentable, l'insignifiant au dérisoire et le répugnant au sordide. Un spectacle fellinien au bout du compte, avec une faune grouillante et vociférante de vieilles putes



racoleuses, mais défraîchies et de débutantes engoncées dans leur inexpérience. Il faut les voir, tous ces tapins en mal de caves, exhiber leurs varices ou un bout de sein naissant, vanter leurs charmes aux clients de passage et dénigrer les copines. De vraies bêtes !

La fouine giscardienne, hautaine, minaude et ondoie devant ses concurrentes. La bourrique gaulliste beugle tout ce qu'elle sait et donne des ruades dans toutes les directions. La volaille socialiste s'essaie à faire la roue sous le regard amusé de ceux qui attendent patiemment qu'elle soit bonne à plumer. Le porc communiste couine comme un beau diable tout en se roulant sans retenue aucune dans la fange de la démocratie la plus merdeuse qui soit. Les crapauds à la mode de Debré ou de la mère Garaud s'enflent du mieux qu'ils peuvent et dégoulinent de bave seuls dans leur coin, pathétiques. Les grenouilles du genre Laguiller, Crépeau et Bouchardeau croassent à perdre haleine et rêvent du jour où elles seront aussi grosses que les bœufs qu'elles harcèlent aujourd'hui de leurs lamentations. Le rossignol écolo, sérieux comme un pape, gazouille besogneusement, surveillé du coin de l'œil par une bande de vautours satisfaits de le voir perché sur la même branche qu'eux, mais hésitant sur l'attitude à adopter à son égard. Le séduire ou le croquer ? Finalement, c'est une sacrée ménagerie que cette cohorte de candidats à la magistrature suprême. Tout à la fois enjôleurs, teigneux et agressifs jusqu'à la méchanceté, on se demande comment ils font pour arriver à cohabiter, somme toute en relativement bonne intelligence, sur la scène électorale... et dans la vie de tous les jours. Comme ils disent tous : « C'est une bonne question, je vous remercie de me l'avoir posé ! »

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet. Par delà les efforts des uns et des autres pour se singulariser, par delà les motivations diverses qui les ont amenés à accrocher les wagons de leurs ambitions ou de leurs espoirs au train électoral, ils tiennent en fait le même langage. Votez pour moi... et vous verrez !

Dans ces conditions, dès lors que, comme nous le faisons encore aujourd'hui, un appel est lancé pour s'abstenir de participer à cette dynamique de la délégation de pouvoir, cela soulève un tollé général. Certains nous accusent d'être des anti-démocrates et nous expliquent en long, en large et en travers que les malheureux qui vivent à genoux dans la pénombre des fascismes bruns ou rouges voudraient bien, eux, bénéficier d'élections pluralistes. D'autres, un tantinet méprisants, nous taxent de romantisme ou de puérilité. Le réalisme n'impose-t-il pas de composer avec certains principes ? Toutes les occasions de faire entendre sa voix ne sont-elles pas bonnes à prendre ? On l'aura deviné, les premiers, par conviction ou par résignation, se meuvent dans la démocratie bourgeoise comme des rats dans une meule de gruyère. Quant aux seconds, par crétinisme ou par cynisme, ils s'y engluent jusqu'aux oreilles, incapables de comprendre que combattre l'aliénation en prétendant l'utiliser à son profit aboutit toujours à la renforcer. Au bout du compte, les uns et les autres, conservateurs impénitents, réformistes à la petite semaine ou gagne-petit de la contestation, étalent au grand jour leur vocation de GESTIONNAIRES du système dominant. Leur ambition ne va pas plus loin que le simple aménagement ou réaménagement de la SURVIE. Ce sont des brontausaures de la pensée politique et la révolution sociale les balaiera comme fétu de paille avec le vieux monde auquel ils appartiennent corps et âme.

LA LIBERTÉ EN LAISSE

A quoi bon le nier, par rapport au pouvoir absolu du monarque ou au totalitarisme des dictatures de toutes sortes, la démocratie parlementaire bourgeoise constitue un incontestable progrès. Le citoyen-électeur, même si la marge de manœuvre dont il dispose est étroite, peut d'une certaine manière peser sur la vie politique de son pays en accordant ou en refusant sa confiance à ceux qui se portent candidats à l'exercice du pouvoir. Cela étant, c'est une bien piètre consolation que de savoir que le voisin a la peste quand on est soi-même atteint du choléra.

La démocratie bourgeoise en effet, est loin d'être le paradis dont parlent certains. Les libertés fondamentales, à savoir le droit au travail, à la paresse, à la santé, au logement, à une vie matérielle décente... sont loin de s'y épanouir. Deux millions de chômeurs en ce qui concerne la France, la discrimination raciale et sexuelle, la misère physiologique et psychologique, les hiérarchies et les inégalités de toutes sortes, l'humiliation sans borne de l'esclavage salarial, le règne sans limite du profit, de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme... C'est aussi cela la démocratie parlementaire bourgeoise et il convient de ne jamais l'oublier. Ensuite, même sur le plan des libertés formelles incarnées notamment dans une soi-disant alternance quant à l'exercice du pouvoir ou dans l'existence d'un certain pluralisme politique, il n'y a vraiment pas lieu de pavoiser. Les différentes élections qui rythment la vie des démocraties bourgeoises ne sont que des vaguelettes à la surface d'un océan d'aliénations. L'individu ne progresse pas d'un millimètre dans la voie du changement de l'ordre dominant du moment. Il demeure en tutelle. On lui interdit de prendre réellement son destin en main, de se prendre en charge et de s'épanouir en toute liberté. Que signifie en effet la liberté de voter tous les sept ans pour élire un homme sur lequel on n'aura plus en suite aucun contrôle ? En fait, l'électeur abdique purement et simplement la totalité de sa liberté entre les mains d'un homme providentiel. Il lui délègue sa souveraineté pour une période de temps très longue, sans possibilité aucune de contrôler l'exercice de cette délégation et ce sur la base d'un mandant démagogique, vague, voire inexistant. A ce niveau de l'analyse, il n'est donc nullement abusif de dire que les élections qui se déroulent dans le cadre des démocraties parlementaires bourgeoises relèvent de la pratique du chèque en blanc. Le citoyen a certes le pouvoir de changer de maître. Il n'a pas celui de se débarrasser du collier qui lui enserre le cou. Du moins, par son vote. Sa liberté se réduit au fond à celle d'un chien en laisse. La main qui tient la laisse peut changer. La longueur de la laisse peut varier. La laisse demeure toujours.

LA LIBERTÉ TRAHIE

Malgré cela, nombreux sont ceux qui justifient leur participation aux différentes mascarades électorales en croyant naïvement pouvoir faire évoluer lentement de l'intérieur le système dominant. Ces apôtres du réformisme qui, pour la plupart, promènent depuis des lustres leurs illusions dans les couloirs nauséabonds de la social-démocratie, oublient tout simplement deux choses.

Tout d'abord, pour les démocraties parlementaires bourgeoises, la réalité du pouvoir est loin de ne se situer qu'au seul niveau du politique. L'économique, l'idéologique... marquent également la réalité globale au fer rouge de leurs empreintes respectives. Dans ces conditions, la détention du pouvoir politique par le biais d'une élection à la présidence de la République ou d'une majorité au Parlement ne signifie pas grand-chose. Deux cas de figure peuvent en effet se présenter dans le cadre de cette hypothèse. Ou bien le détenteur du pouvoir politique, conscient du peu de pouvoir dont il dispose, cherche à composer avec certains qui tiennent l'économie, l'argent, l'idéologie... et le résultat ne fait pas l'ombre d'un doute. Il en sera réduit à faire de la figuration, c'est-à-dire à réaliser des réformettes sur l'accessoire, tout en se gardant bien de toucher à l'essentiel. Sans intérêt ! Ou bien il se décide à entreprendre de modifier les choses en profondeur et dans ce cas-là, il est inévitablement conduit à l'affrontement avec les forces qui détiennent le pouvoir non strictement poliique. Dans cette hypothèse, le fait d'avoir bien sagement joué le jeu de la légalité et d'avoir participé aux diverses mascarades électorales ne constitue pas, loin s'en faut, le meilleur moyen de préparation à un conflit ouvert.

Ensuite, et ce second oubli donne au premier sa véritable dimension, la stratégie consistant à interpeller les travailleurs et la population sur le seul et unique mode de la délégation totale de pouvoir, renforce l'existence du système dominant en lui apportant sur un plateau la caution de l'illusion du changement. Le réformisme, est-il besoin de le dire, représente l'art consommé de faire croire au changement dans la continuité. En d'autres termes, sa fonction essentielle consiste à canaliser l'aspiration de l'individu à la liberté et à l'autogestion de sa vie vers la voie de garage d'une tutelle partielle ou totale. Un patron de gauche ou de droite, sera toujours un patron. Idem pour les flics, l'armée, la magistrature, le nucléaire et l'Etat. Faire croire qu'un chèque en blanc puisse modifier en quoi que ce soit la situation de mineur et d'assisté sous tutelle qui est celle de l'électeur, ce n'est pas seulement se foutre de la gueule des gens ou abuser de leur crédulité, c'est également et surtout trahir leur espoir en un changement AUTHENTIQUE.

LA LIBERTÉ HORS-LA-LOI

Du point de vue de la trahison de l'espoir en un changement authentique, les tenants divers de l'avant-gardisme n'ont rien à envier aux réformistes dont ils qualifient volontiers la stratégie de crétinisme parlementaire. Par avant-gardistes, j'entends tous ceux qui, tout en étant sans illusion aucune sur la possibilité de transformer peu à peu le système de l'intérieur, s'estiment les représentants (exclusifs, cela va sans dire) des masses soi-disant incapables de penser et d'agir de manière autonome. Sous cette rubrique, se rangent bien entendu les marxistes, marxistes-léninistes, néo-marxistes et autres marxiens, mais également, quoique dans une moindre mesure, les politicards de l'écologie.

Tous ont en commun, grâce à la possession d'une soi-disant science, de prétendre détenir la vérité suprême : la connaissance du sens de l'histoire. Leur objectif quasi obsessionnel sera donc avant tout de se renforcer sans cesse et, pour ce faire, d'utiliser tous les moyens. Pour eux, l'électoralisme ne constitue qu'un aspect parmi d'autres d'une stratégie globale. Cette stratégie globale, du moins en ce qui concerne les adeptes de Marx, vise avant tout à chasser les tenants actuels du pouvoir pour s'installer à leur place. La modification en profondeur d'institutions qui ont fait leurs preuves sur le plan de l'encadrement et du contrôle des masses ne fait pas partie de leurs préoccupations. Tout au contraire, ils tiennent à garder la machine dans le meilleur état de fonctionnement possible. Dans ce cadre-là, l'électoralisme ne relève pour eux que de la seule tactique. A certains moments, ils s'y rallieront, à d'autres ils préféreront d'autres terrains de lutte. Une seule idée force chez eux, donc, conquérir à tout prix le pouvoir, tout le pouvoir, et pour ce faire, chercher par tous les moyens à investir le maximum d'espaces où le pouvoir a l'habitude de se manifester. L'Etat, bien sûr, sera leur cible privilégiée.

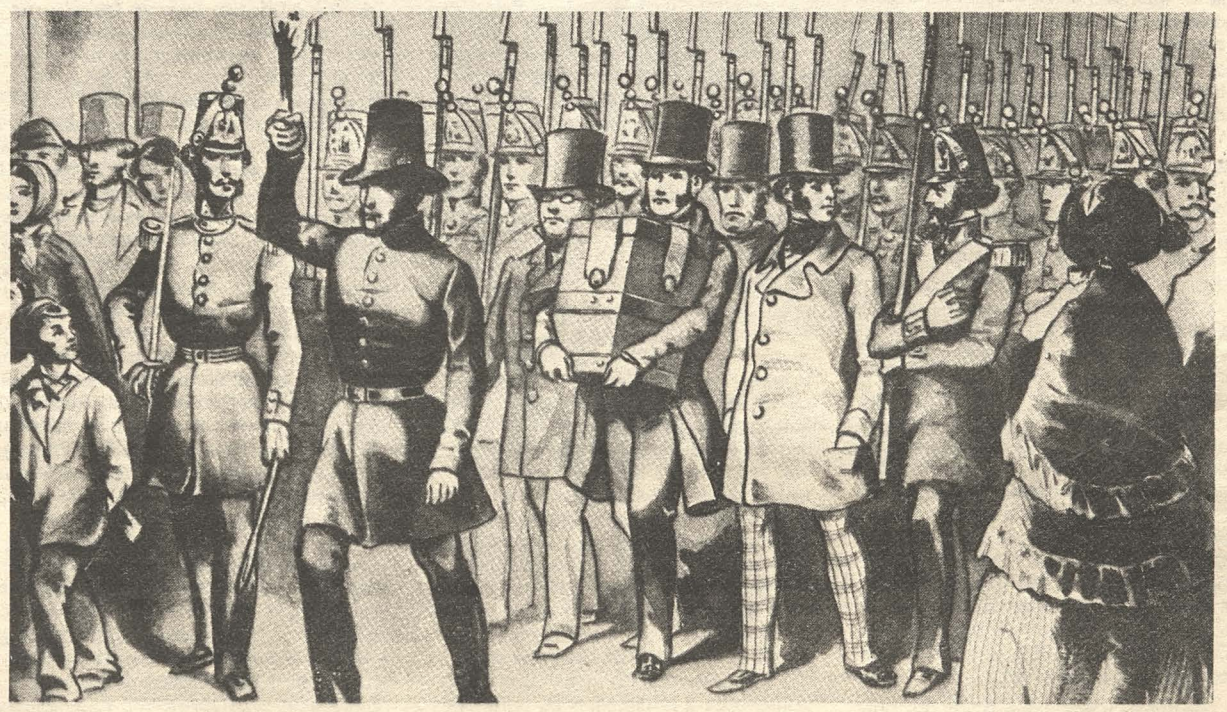
Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce que leur participation aux élections soit placée tout entière sous le signe de la démagogie. Ils sont prêts à promettre n'importe quoi. Ils sont prêts à flatter sans retenue les plus bas « instincts » du populo. A cet égard, la coloration raciste et délatoire de la campagne de Marchais n'étonnera que ceux qui s'étonneront toujours de tout. Peu importe le présent, l'avant-garde sera sera au pouvoir, il sera toujours temps de remettre les choses en ordre. Sinistre !

En fait, cette stratégie de l'avant-gardisme dominée par un cynisme à faire dégueuler un vélo ne met pas davantage en péril l'existence de la démocratie bourgeoise que l'illusion réformiste. L'avant-gardisme, putschiste par nature, n'a de chance réelle d'accéder au pouvoir que dans le cadre d'une guerre. Cela, la bourgeoisie le sait et, comme en 1939, elle se débarrassera sans coup férir, quand les circonstances l'exigeront, de tous les Lénine de troisième zone qui seraient susceptibles de lui faire des misères. Pour l'heure, la participation des avant-gardes aux mascarades électorales constitue à coup sûr une caution de poids pour la crédibilité de la démocratie bourgeoise. Cela permet entre autres de canaliser les énergies contestatrices vers l'impasse de l'espoir en un changement basé sur la délégation de pouvoir. Quant à la trahison de l'aspiration des individus et des masses à la liberté, c'est un chef d'accusation qu'on ne peut retenir à l'encontre des avant-gardistes de tout poil. La liberté de l'homme, sa volonté d'autogérer sa vie et de se passer de tuteurs, leur a toujours fait peur. Pas fous, c'est le genre de terrain sur lequel ils ne se risqueront jamais.

LA LIBERTÉ EN ARMES

Comme on a pu le voir, l'électoralisme, quelles que soient les motivations qui l'animent, aboutit dans tous les cas de figure à renforcer le système dominant de la démocratie bourgeoise. C'est ainsi, et si nous appelons à l'abstention, c'est parce que nous savons que seule une rupture avec le vieux monde préparera la voie à un changement authentique, c'est-à-dire à la révolution sociale et à l'autogestion des vies et de la vie. Anéantir cet édifice vermoulu dans lequel nous pourrissons actuellement sur pied, tel doit être pour le présent notre objectif essentiel. Dialoguer ou composer avec les institutions en place est strictement sans intérêt parce que rigoureusement sans perspectives. Ce qu'il faut, c'est déclarer la guerre, une guerre à mort à l'aliénation, se battre partout, ici et maintenant, au présent comme au quotidien, dans tous les lieux où se manifestent l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme. Ne transigeons jamais. Les moyens que nous utiliserons doivent être à l'image de la fin que nous poursuivons. C'est dans la lutte que nous apprendrons à lutter. C'est en autogérant nos luttes que nous apprendrons à autogérer nos vies.

Alors, abstenons-nous de participer à des mascarades électorales qui ne sont que des miroirs aux alouettes. Refusons de déléguer à qui que ce soit tout ou partie de notre liberté et de notre souveraineté. Nous avons mieux à faire. Enclenchons partout où nous le pourrons la dynamique de la révolution sociale. Dans le feu de l'action, nous aurons alors l'occasion de voter, mais nous donnerons à ce geste une tout autre signification que celle qu'il a présentement. Nous élirons des représentants sur la base d'un mandat impératif, limité dans le temps et contrôlable à tout moment. Ce jour-là, soyez-en sûrs, tous les guignols qui briguent aujourd'hui nos suffrages seront dans le camp de l'abstention pour la bonne et simple raison qu'ils n'auront pas l'ombre d'une chance de nous berner.



Jean-Marc RAYNAUD

Dossier Elections

SYNDICALISME POLITIQUE ET PARLEMENTARISME

« L'ETAT est un organe parasitaire dont l'unique fonction est de pomper le sang et la richesse du peuple afin d'en gorger ses fonctionnaires; on ne le conçoit que protecteur des riches et oppresseur des pauvres.

Le groupe corporatif, au contraire, au lieu d'être une superfétation, est simplement une agrégation de bons bougres ayant des intérêts similaires. Là, viennent des prolos qui souffrent de l'exploitation; ils y viennent pour être en contact des camarades, s'instruire et trouver remède à leurs maux.

Je ne sache pas que le Parlement soit un groupe similaire : c'est un bazar dont l'entrée n'est pas libre et ceux qui y pénètrent cherchent, non à s'instruire, mais à duper leurs semblables.

Il est donc absurde de prétendre que c'est une inconséquence de repousser l'action électorale, tout en faisant partie d'une Chambre syndicale ».

Emile Pouget, *Le Père Peinard*, (30 janvier 1898)

UN PEU D'HISTOIRE...

L'opposition entre l'action syndicale et l'action politique prend racine dans les conflits de la 1re Internationale, entre les positions de Bakounine et celles de Marx. Ce dernier pensait que les travailleurs organisés dans l'AIT devaient avoir un prolongement politique à leur action. C'est-à-dire participer aux institutions qui venaient de naître, s'engager dans les batailles législatives pour que la voix du monde du travail puisse se faire entendre. La participation à la gestion de l'Etat ne semblait pas inutile à Karl Marx, et ses héritiers idéologiques ne lui ont pas donné tort... Bakounine, au contraire, pensait que les militants révolutionnaires doivent œuvrer à la destruction de l'Etat sous toutes ses formes. Pour lui, la révolution sociale nécessaire jaillira des organisations de classe — à base économique, syndicale, dirions-nous aujourd'hui — dans lesquelles les travailleurs développent, voire acquièrent la conscience, la conscience de classe puis la volonté révolutionnaire, la seconde venant de la première : « ... Une fois cette solidarité économique sérieusement acceptée et bien établie, elle produit tout le reste — tous les principes les plus sublimes et les plus subversifs de l'Internationale, les plus destructifs de la religion, du choix juridique et de l'Etat, de l'autorité tant divine qu'humaine, les plus révolutionnaires en un mot, au point de vue socialiste, n'étant rien que les développements naturels, nécessaires, de cette solidarité économique. »

L'histoire du mouvement ouvrier sera toujours divisée entre ces deux tendances, l'une allant bientôt jusqu'à privilégier l'action parlementaire pour changer la société, l'autre refusant de cogérer avec les classes dirigeantes. A noter que la rupture consommée entre les marxistes et les libertaires venus de la 1re Internationale interviendra à Londres en 1898, à un congrès où seront expulsés les délégués refusant le principe de l'action politique. D'où le ton de l'extrait du *Père Peinard* d'Emile Pouget mis ici en exergue.

Deux mondes sont ici en présence : le monde du travail et la bourgeoisie. Cette dernière a son organisation : le Parlement, où elle réussira peu à peu à entraîner une grande partie du mouvement révolutionnaire. Ce qui, en fait, découle de la pensée de Marx, puisque les travailleurs, selon lui, doivent se former en parti; il est normal que celui-ci aille aux joutes électorales... « Dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes. (...) Les seigneurs de la terre et du capital se servant toujours de leurs privilèges politiques pour défendre et perpétuer leurs monopoles économiques et asservir le travail, la conquête du pouvoir politique devient le grand devoir du prolétariat. » (Résolution finale du congrès de La Haye, 1872).

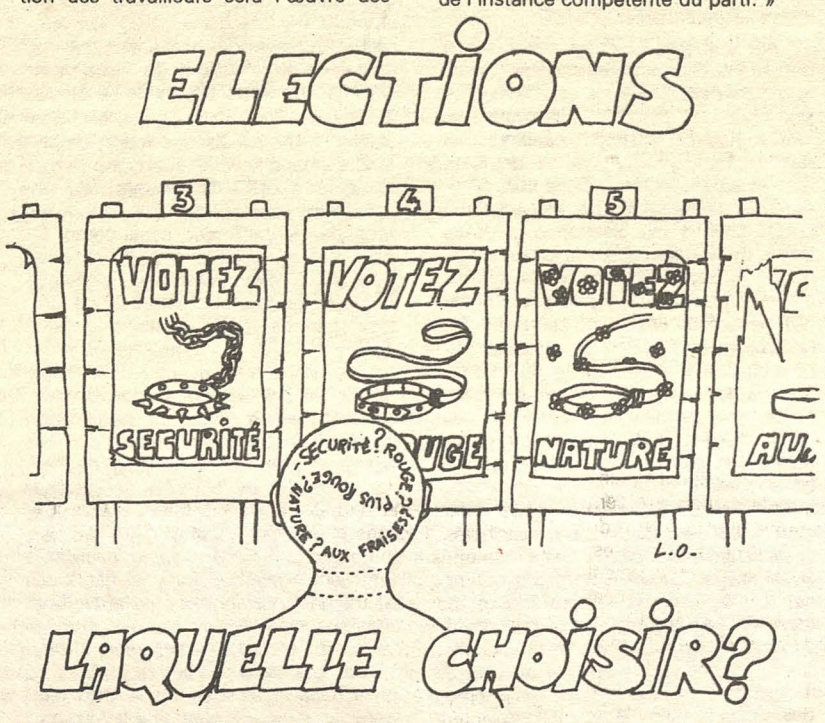
Ce débat idéologique marquera profondément le mouvement ouvrier français et la CGT aura, de sa fondation à la dernière guerre, son programme politique propre et distinct des propositions électoralistes des partis de gauche.

Après la scission de la CGT-FO à la Libération, la CGT emboîtera de plus en plus le pas à la politique du Parti communiste, donc sera pour lui l'appui du monde du travail à la politique électoraliste d'un parti de gauche. Le tout dérivant d'une part d'une certaine conception de la révolution sociale et, de l'autre, du rôle des différentes forces révolutionnaires dans le militantisme quotidien.

UN PEU DE THÉORIE...

En assignant au prolétariat le devoir de se constituer en parti politique, les marxistes nient en fait la maxime de la 1re Internationale : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. » En effet, une organisation sur la base de leurs intérêts immédiats, les rassemblant en tant que classe sociale, semble répondre à la définition de cette belle phrase. Et non un parti à vocation parlementaire censé représenter les travailleurs dans des structures qui régissent les affaires de la bourgeoisie. En séparant la lutte économique et la lutte politique, les idéologues affaiblissent en fait les forces de ceux qu'ils désignent sous le nom de « masses ». On les pare de toutes les espérances, mais comme le dit Lénine : « Seuls, ils ne peuvent accéder qu'à une conscience vaguement trade-unioniste, il leur faut plus qu'un organisateur de la classe ouvrière, un parti qui en est l'*émanation*. » L'organisation ouvrière, le syndicat, n'est pas dirigé par les travailleurs eux-mêmes, mais par le parti, tel est le schéma de tous nos politiciens de gauche ou d'extrême-gauche. Tous, des « gentils » du PS aux « méchants » du PC, en passant par tous les avatars du bolchévisme, ont cette conception en tête : la classe ouvrière ne peut s'organiser elle-même de manière autonome; elle a besoin d'un parti, son élite, qui lui montre la voie à suivre. Même dans la jeune Russie soviétique, l'unanimité ne s'était pas faite sans heurts sur les rapports parti/syndicat. Les thèses dites de « l'opposition ouvrière » défendaient l'indépendance de l'organisation syndicale vis-à-vis du parti. Alexandra Kallontaï (1), représentante de ce courant, soulignait même le problème fondamental de la notion de parti : il y avait trop de gens issus de la bourgeoisie à la direction du parti ! (et cela en 1922...) Cela tient tout d'abord aux conceptions de Lénine qui disait que l'esprit révolutionnaire vient aux ouvriers apporté par « des intellectuels venus de la bourgeoisie ». (*Que faire ?*).

Pour les bolchéviks, les syndicats sont un organisme qui permet au parti et à l'Etat d'affirmer leur suprématie. En décembre 1919, les statuts du parti prévoient que les communistes forment dans tout groupement non politique, en particulier dans les syndicats (sic !) une fraction « complètement subordonnée au parti ». Tous les points à l'ordre du jour du groupement doivent être préalablement débattus par la fraction obligée de suivre les directives du comité central du parti : ces statuts prévoient que « les candidats à tous les postes les plus importants du groupement ou de l'organisme intéressé, au sein duquel fonctionne la fraction, sont nommés par la fraction avec le concours de l'instance compétente du parti. »



Une résolution du parti communiste russe, du 30 avril 1920, dit ceci : « Le parti exerce son influence sur les couches sans-parti des travailleurs par l'intermédiaire des fractions et des cellules communistes dans toutes les autres organisations ouvrières, et en particulier dans les syndicats (...) C'est pourquoi il doit exister dans chaque syndicat une fraction disciplinée et organisée des communistes. Chaque fraction du parti est affiliée à une organisation locale du parti, et subordonnée au comité du parti; la fraction communiste au sein du Conseil central des syndicats soviétiques est subordonnée au Comité central du Parti communiste. »

Ceci était décidé en « haut lieu », en 1920, alors que les bolchéviks pouvaient se targuer encore de « pureté » révolutionnaire. Mais le même mécanisme a été repris en main par Staline et consorts... En fait, avec cet exemple théorique sur la Russie soviétique, nous pouvons nous imaginer le travail « démocratique » que menaient à l'échelon européen les différents partis communistes. Le Parti communiste français (pour ne prendre que celui-là), décidant des orientations de la CGT (pour ne prendre que celle-là), en fonction non pas de ses adhérents, mais des décisions sur le plan international du Parti communiste russe. Et tout cela sur la base idéologique de la nécessité d'un parti ouvrier montrant le chemin aux « larges masses », de la différenciation entre lutte économique et lutte politique. Pourtant, aujourd'hui, la distinction entre organisation de lutte économique et organisation de lutte politique n'a plus aucun sens dans les pays industriels développés où la concentration du capital et l'extension du rôle économique de l'Etat débouchent immédiatement sur la politique.

Il y a effectivement concurrence entre l'organisation de classe des producteurs — qui porte en elle le germe de la société future — et les partis politiques, organisations de citoyens — qui ne portent que les germes de nouvelles formes d'exploitation.

HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN...

A la Libération comme en 36, la grève était une chose diversement appréciée : moyen ouvrier d'obtenir satisfaction ou, selon des « ministres camarades », la « meilleure arme des trusts ». Car dans le cas précis des années où les communistes étaient au pouvoir, les syndicats devaient participer à l'essor national. Augmentation de la productivité, combat de l'absentéisme, tout cela dans le souci de l'unité nationale, dans l'effort uni du peuple français. On croyait que les travailleurs n'avaient pas de patrie, qu'un patron français ne valait pas mieux qu'un patron allemand, russe ou austro-hongrois...

Mais pour se présenter aux élections, pour recueillir des suffrages, pour être élu, il faut savoir flatter l'électeur. Nous en avons aujourd'hui le triste exemple : le PC empiète sur le programme de l'extrême-droite. « Produisons français », « Assez d'immigrés », « Indépendance nationale »... autant de slogans qui peuvent être revendiqués par des nationalistes bon crin. Tout cela pour renforcer la seule chose qui compte pour ces messieurs : le Parlement. Cette place sur l'échiquier bourgeois où, comme les autres, ils veillent aux affaires de la France, toutes classes confondues. Les syndicats n'étant là que pour faire caisse de résonnance à l'action politique (relire ce que nous disions plus haut...). Bien triste, alors, le visage actuel du syndicalisme; perdues, les belles idées de l'aile anti-autoritaire de la Première Internationale ? Dès la libération, un PC triomphant, tenant bien en laisse la CGT, une scission avec Force Ouvrière bien gentiment coincée dans le cadre du réformisme, et la traversée du désert pour les idées révolutionnaires.

Et il y eut Mai 68. Quelques mois d'action avaient plus fait pour l'idéal révolutionnaire que 50 ans de parlementarisme... Et depuis 1964, la CFTC (catholique) était devenue la CFDT, une confédération qui, malgré ses origines chrétiennes (les premiers syndicats chrétiens étaient des syndicats de jaunes) semblait donner toute sa place à l'autonomie syndicale, laissant les structures de base mener leur propre politique, mordant les effectifs de la CGT par des grèves dures que les partenaires syndicaux qualifiaient de « sauvages ». On peut dire que dans les années qui ont suivi ce qu'on appelle dans les milieux financiers « les troubles de la fin des années soixante », la CFDT a rassemblé en France la grande majorité des travailleurs combatifs. Liée à aucun parti, tolérant l'autonomie des structures de base (sections syndicales d'entreprise, UL, UD...); son secrétaire Edmond Maire parla même (72) d'anarcho-syndicalisme... Mais l'Union de la gauche PC-PS-MRG allait changer tout cela. Peu à peu, il fallut que les plus butés ouvrent leurs yeux : tout cela n'était en fait que de la haute stratégie parlementaire. Il s'agissait en gros pour le PS de constituer en France un mouvement social qui puisse faire « bonne figure » face au tandem PC/CGT, le PS étant au début des années 70 encore davantage que ce qu'il est maintenant : un parti de notables. Les colleurs d'affiches du joli temps du Programme commun l'ont bien vu... La CFDT apportait donc au PS une base ouvrière qu'il n'avait pas. La « famille » de l'Union de la gauche était formée, les syndicats CGT/CFDT emboîtant le pas comme pas un. Quels intérêts représentaient le PC et le PS, se réclamant tout deux du mouvement ouvrier ? Outre les intérêts électoraux directs de leurs dirigeants — devenir députés, sénateurs, conseillers généraux, etc, est une promotion sociale — les deux partis représentaient (représentent) des intérêts objectifs de couches et de classes sociales.

Personne ne se faisait trop d'illusions sur l'intelligentsia libérale à la tête du PS; depuis Millerand et sa tentative de capter la CGT, l'Union sacrée en 1914 avec Jules Guesde, l'humaniste Blum qui abandonna les travailleurs espagnols au fascisme et ne sut pas résister à la réaction capitaliste qui suivit le Front populaire, jusqu'à Guy Mollet allant chercher de Gaulle à Colombey, en passant par Jules Moch et ses CRS, la guerre d'Indochine et l'envoi du contingent en Algérie pour en arriver à Mitterrand, l'industriel Deferre, partisan de l'autogestion (!), et l'énarque Chevènement..., le passé est lourd, très lourd.

Ce passé, leur recrutement parmi la petite bourgeoisie et les « notables », l'origine sociale des partis issus de la Deuxième Internationale, démontre que les partis sociaux-démocrates ne s'attaquent pas au capitalisme, mais l'aménagent.

Le caractère plus largement ouvrier du PC peut tromper. Il ne faut pas oublier qu'en fait les PC représentent les intérêts de la nouvelle classe bureaucratique de l'URSS. Ainsi, des 21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste (Komintern) une seule demeure dans les faits : la défense inconditionnelle de l'URSS et de son « modèle » socialiste, c'est-à-dire la défense inconditionnelle de sa classe bureaucratique (Nomenklatura...). La stratégie du PCF s'inscrit dans cette perspective :

— Pour le maintien dans la classe ouvrière des illusions sur le caractère socialiste de l'URSS et la tentative d'empêcher toute réflexion autonome sur le socialisme et les moyens d'y accéder;

— Par l'affaiblissement des forces capitalistes : entraver l'organisation politique de l'Europe des trusts et si possible « neutraliser » la France par la dénonciation des traités de l'Atlantique Nord.

En conclusion, les partenaires principaux de l'Union de la gauche ne représentent pas plus l'un que l'autre les intérêts objectifs des travailleurs. L'un n'est que l'aile démocratique du capitalisme et l'autre le représentant de la nouvelle classe d'exploiteurs du travail, la bureaucratie d'Etat.

On le sait, l'Union de la gauche a vécu... Il faut avouer qu'elle avait suscité de nombreuses espérances (nous disons illusions) démocratiques, mais, et surtout, une grande opération unitaire des travailleurs, issue de l'élan libertaire de Mai 68. Ayant aidé à façonner cette Union de la gauche, la CFDT et la CGT auraient pu au moins essayer de conserver, au niveau des organisations ouvrières, une certaine unité. C'était trop demander à ces hauts stratèges politiques. Les confédérations CFDT et CGT sont rentrées dans la problématique PS/PC. Aujourd'hui, ces mêmes individus sollicitent nos voix pour un changement... Ils oublient que la désyndicalisation actuelle est due en grande partie aux séquelles de cette politique pour le changement !

Un certain nombre de révolutionnaires espèrent que, poussés par les événements, les directions des partis de gauche seront forcées — à la fois par les actions ouvrières et les réactions de la droite — à mettre en œuvre, malgré elles, des mesures socialistes, expropriations et tentatives de gestion ouvrière. C'est l'orientation constante des trotskistes qui exigent que les « partis ouvriers » pratiquent une véritable pratique ouvrière.

Leur principale erreur est que les directions du PS et du PC ne représentent pas des intérêts ouvriers, mais d'autres intérêts. Une seule garantie reste aux travailleurs : leur organisation, c'est-à-dire aujourd'hui les structures syndicales de base. Partout où les travailleurs cherchent à s'organiser contre le patronat, les militants libertaires doivent propager les idées — forces de l'auto-organisation, de la gestion de la société par eux-mêmes. C'est par une action directe des travailleurs que le mouvement ouvrier organisé pourra reprendre l'initiative, un instant dévoyée par le parlementarisme, dans la lutte pour son émancipation.

J.-P. GERMAIN

(1) « L'opposition ouvrière », éd. Maspéro.

Dossier Elections

L'ABSTENTIONNISME

SOURCES ET NATURE

FACE aux tentatives faites, soit par la crainte, soit par le chantage, afin d'obtenir le consentement actif des exploités à leur propre misère, notre devoir en tant qu'anarchistes est d'accomplir tout ce qui est en nos moyens afin que l'absence actuelle de perspectives de lutte se transforme en activité consciente et pratique de refus radical des institutions et du régime, et cela par la seule gymnastique véritablement révolutionnaire : l'action directe de la base par la base.

Pour nous anarchistes, notre abstentionnisme n'est pas seulement un simple problème de tactique qu'on peut plus ou moins arranger suivant les circonstances, mais la manifestation d'un principe autogestionnaire de responsabilité et d'autonomie individuelles, de refus de la délégation de pouvoir. A ce titre, il ne doit pas être confondu avec les critiques que libéraux ou marxistes adressent à l'électoralisme ou au parlementarisme en général, critiques limitées et partielles qui répondent toutes à une même logique de maintien ou de conquête du pouvoir qu'il faut dénoncer. Pour cela, il faut préciser le sens révolutionnaire et constructif, ainsi que la portée de notre abstentionnisme.

« Ici et maintenant », nous pouvons et nous devons accomplir notre tâche par une critique « pratique » de la participation électorale et de tous les rouages des institutions bourgeoises, et cela dans les luttes et par les luttes. Il faut donc résolument rompre avec des attitudes de désintéressement du combat social qui peuvent se cacher sournoisement sous un abstentionnisme de façade, et relier notre refus du vote de toujours aux conditions politiques du moment afin de le rendre opérationnel.

NOTRE « TACTIQUE » DE TOUJOURS

Les anarchistes ont fait depuis toujours de l'abstentionnisme électoral une caractéristique constitutive, le principe imprescriptible, avec l'abolition de l'Etat, de l'anarchisme lui-même. Notre abstentionnisme se trouve ainsi ancré dans la pratique de notre mouvement dès son apparition comme force politique. Plus encore, c'est autour de la participation ou non aux élections que s'est creusé à l'intérieur du mouvement socialiste et internationaliste le clivage entre réformistes d'un côté et révolutionnaires de l'autre.

Pour des pays comme la France, l'Espagne ou l'Italie, dans lesquels ce mouvement ouvrier naissance s'était rangé du côté dans anti-autoritaires au sein de l'AIT, c'est sur la participation ou non à la lutte « politique » (suivant l'expression de l'époque) qu'il y aura rupture pour le mouvement ouvrier et socialiste.

D'un côté, les différents partis socialistes ou ouvriers (qui iront former les rangs de la social-démocratie) arguant de l'argument d'efficacité, renoncèrent de facto, avant de le reconnaître de jure, à poursuivre tout changement révolutionnaire de la société. Se cantonnant à une pratique réformiste, le moment venu, ils s'accomoderont très convenablement d'une participation gouvernementale avec les « ministres bourgeois ».

De l'autre, le parti révolutionnaire de ceux qui prônent l'action directe des masses et qui renoncent à se faire représenter parce qu'ils considèrent que leur tâche est de détruire tout pouvoir étatique; parti qui, bientôt, se réduira aux seuls anarchistes.

OPPORTUNISME RÉFORMISTE ET OPPORTUNISME BOLCHÉVIQUE

La pratique électoraliste faite faite de compromis et de collaboration de classes dont les partis socio-démocrates ont été, avant 1914, l'exemple type, s'inscrivait dans une optique de conquête et de transformation de l'intérieur de l'Etat.

Les tas de cadavres de la guerre de 14, le fascisme ensuite, nous ont montré combien il était illusoire de vouloir réformer l'Etat. Plus encore, chaque réforme, fut-elle votée par un parlement ouvrier, n'a de valeur et n'est respectée qu'à condition qu'il y ait dans un pays un rapport de force capable de l'imposer ou de le maintenir à chaque instant. Et, dès que cette pression cesse, les avantages obtenus sont aussitôt repris.

Seule, l'intégration au système de la classe ouvrière reste. Cela condamne irrévocablement tout réformisme passé ou celui que les différents avortons de la gauche essayent de poursuivre aujourd'hui encore avec plus ou moins de bonheur, et cela fait du réformisme un ennemi de plus à abattre.

En 1914, l'échec de la social-démocratie sera tel qu'il se produira dans ce champ marxiste le volonté d'une révision idéologique dans un sens révolutionnaire. Au cours des débats qui se sont déroulés dans les années 20 au sein de la IIIe Internationale communiste, des doutes seront émis au sujet de la participation aux élections. Mais ces discussions n'ont pas su surmonter les contradictions de l'ancien opportunisme social-démocrate en ne se prononçant pas franchement en faveur de l'abstention. Tous ceux qui se sont reconnus, à un moment ou à un autre, dans la IIIe Interntaionale, qu'ils soient « participationnistes » ou « abstentionnistes », s'accordent au moins sur un point : qu'il y a là un simple problème de tactique dont il faudra apprécier l'utilité suivant les circonstances. Mais, quelles que soient les thèses en présence, les modalités du processus révolutionnaire sont déterminées d'avance par la reconnaissance d'une minorité dirigente (le parti, qui décide des modalités et des temps de l'abstentionnisme, ainsi que du processus de prise de pouvoir lui-même.. Le type d'attitude ouvertement opportuniste léniniste qui a fini par prévaloir au sein de la IIIe Interntionale et des PC nationaux (et à laquelle se ramènent au fond toutes les autres thèses) ne peut que balancer entre deux comportements politiques possibles : soit l'opportunisme de circonstance devient opportunisme tout court comme pour les PC occidentaux qui rejoignent dans les faits les pratiques réformistes de la social-démocratie, et sont donc le dernier rempart du capitalisme (PCI); soit il reste un verbalisme révolutionnaire de façade qui fait de l'intransigeance un bouclier en attendant le bon moment d'avoir des chances de récolter un bon score aux élections.

La nullité politique des groupuscules qui mélangent à des degrés différents opportunisme et intransigeance est telle qu'ils se montrent dans l'ensemble incapables de développer des thèmes ou des « mots d'ordre » indépendamment des positions des partis réformistes « ouvriers ».

La seule lutte véritablement révolutionnaire n'a été et ne reste et ne reste que celle qui s'exerce en dehors des parlements, contre les parlements et contre toux ceux qui y lorgnent une place.

VOTE ET LIBERTÉS POLITIQUES

L'exercice et la jouissance de ce qu'on a convenu d'appeler libertés politiques est une question qui mérite d'être traitée à part dans la mesure où on fait coïncider l'exercice du droit de vote avec les possibilités réelles offertes du maintien et de la défense de ces mêmes libertés. Cela ne doit pas nous induire en erreur. La défense des libertés politiques correspondant au maintien du régime démocratique et représentatif qu'il faudra défendre coûte que coûte contre la « réaction » pour éviter un retour en « arrière », etc. (En peu de mots, on se trouve en présence de la même thèse réformiste dont on a parlée plus haut, mais cette fois-ci en position défensive.

Or, il ne s'agit pour nous ni de se faire les partisans du moindre mal ni de la politique du pire. Ce qu'il faut voir, c'est comment on doit s'y prendre pour réaliser une société sans classes ni Etat, en gardant à l'esprit que toute conquête des libertés ne constitue pas une garantie en elle-même.

Sans égalité économique, la liberté politique est largement illusoire, cela est bien connu.

Les conditions dans lesquelles une démocratie ou une dictature s'exercent sont plus importante que la forme du régime politique lui-même. La forme est un fait transitoire dès qu'un changement de régime permet à une classe ou un pouvoir quelconque de garder l'essentiel des privilèges exercés dans le régime ancien.

Ce qu'il faut savoir, c'est que la plus nuancée des démocraties n'aura aucun scrupule à employer la force contre ceux qui remettront en cause les intérêts des classes dominantes et exploiteuses, et que donc la forme des institutions est un faux problème. C'est cette logique, c'est cette exploitation qu'il faut rompre en refusant avant, pendant et après la révolution toute médiation politique ou institutionnelle et en se dotant au cours de la lutte des instruments organisationnels adéquats à l'objectif que nous nous sommes fixés.

UNE PRATIQUE POLITIQUE DE CLASSE

Sollicité par des ouvriers au sujet de l'attitude qu'il fallait adopter aux élections de 1864, au moment où le mouvement ouvrier naissant commençait à prendre conscience de lui-même, Proudhon, dans sa réponse au Manifeste des Soixante pose correctement le problème de la participation électorale, à savoir : (...) ***Si dans les circonstances actuelles, l'exercice du droit à l'éligibilité est bien pour la classe ouvrière le meilleur moyen d'arriver aux réformes qu'elle sollicite, si une semblable conclusion du manifeste ne va pas contre le but que se proposent ses auteurs.***

Sa réponse est nette, il n'y a rien à attendre d'une éventuelle participation électorale ou du soutien à des candidats, fussent-ils ouvriers. Cette mise au point va être le point de départ d'un développement plus ample de sa pensée dans son livre posthume « De la capacité politique des classes ouvrières ».

Il faut que la classe ouvrière qui est actuellement tout prenne conscience d'elle-même en tant que classe, qu'elle se sépare du reste de la société et qu'elle mène une action qui soit déjà la négation pratique des institutions bourgeoises dans lesquelles elle refuse de se reconnaître et face auxquelles elle affirme sa capacité de se constituer en force politique autonome.

Notre abstentionnisme, avant d'être une critique formelle des limites, des vices ou des dangers du parlementarisme comme on a souvent l'habitude de le faire (partageant en cela la même argumentation des libéraux radicaux), est avant tout expression d'une volonté de classe.

Notre refus de la « politique » et l'engagement sur le terrain « économique », que d'une façon malveillante (surtout du côté marxiste) on a voulu assimiler à un désintéressement des conditions générales dans lesquelles se déroulait l'affrontement de classes, ou à la renonciation de fait à renverser le pouvoir bourgeois, ne constitue qu'une grossière tromperie. C'est bien plutôt le contraire ! C'est en préservant et en donnant une direction autonome de classe à l'action des masses travailleuses que nous réaliserons dans la lutte les conditions pratiques par lesquelles il sera possible de renverser effectivement la bourgeoisie et y substituer les institutions de la société nouvelle, sans Etat, fédéraliste et socialiste.

LE REFUS DE LA DÉLÉGATION

Si le refus de voter trouve sa raisn d'être dans l'analyse du rôle historique du parlement et des institutions démocratiques en tant qu'instrument de domination politique aux mains des classes possédantes, pour nous autres anarchistes, ce refus a aussi une signification plus générale, qui dépasse la simple critique de ces institutions, pour devenir refus de délégation de pouvoir en faveur d'un parlement, d'un Etat, d'un parti ou d'une avant-garde quelconque. C'est déjà l'esquisse de la société à venir et le choix des moyens pour l'obtenir.

Toute participation aux élections représente pour celui qui vote une double limitation :

— La reconnaissance d'un intermédiaire (le parti ou l'homme charismatique) aux mains duquel on remet nos possibilités d'actions et en faveur duquel on renonce à s'autogérer;

— L'impossibilité dans laquelle on se trouve, par la suite, de contrôler celui qu'on a délégué ainsi que les modalités d'exécution (dans un cas de démocratie directe) de ce qu'on peut avoir élaboré directement et qui échappent totalement à l'électeur.

La délégation de pouvoir devient renonciation à ses propres chances de s'auto-déterminer et des possibilités qu'on a de le faire. Notre abstentionnisme constitue l'affirmation, positive et originale par rapport aux autres écoles socialistes, du principe de responsabilité et d'autonomie individuelles. Refuser la délégation, c'est déjà se concevoir comme projet social autonome en mesure de s'auto-déterminer. Par là, notre abstention s'inscrit dans un processus de prise en main de leurs affaires par les intéressés eux-mêmes. C'est donc déjà — tout au moins dans sa démarche fondamentale — pratique autogestionnaire. Pour cela, il est fait appel à l'action directe des masses populaires comme seul facteur d'éducation, de mobilisation et de lutte révolutionnaire, objectifs qui ne seront jamais atteints par une action parlementaire, qu'elle se veuille ou non en rupture avec le système.

C'est dans ce cadre-là que l'abstentionnisme anarchiste assume pleinement sa raison d'être, cesse d'être une attitude circonstancielle pour incarner les chances de réussite d'une véritable révolution sociale.

LA PRATIQUE DE L'ABSTENTIONNISME

Le rapport entre nos principes autogestionnaires et notre abstentionnisme mérite d'être approfondi. Il ne faut pas oublier que l'abstention en tant que telle n'est toujours qu'un des aspects qu'assume l'application de nos principes à un contexte politique déterminé. Il s'agit là d'une résultante, d'un point d'arrivée, mais pas du tout d'un à priori.

Il est vrai que l'abstention, et sans certains cas le vote blanc, peuvent être des moyens dont les partis politiques disposent pour appuyer tel ou tel candidat. L'abstention ponctuelle est couramment pratiquée par tout le monde. A cela, il faudra peut-être ajouter les 20% d'électeurs qui, en France, au moment des élections, restent chez eux, et qui n'ont nullement, pour la plupart, l'intention de manifester par là une ferme opposition au régime... Si cela est possible, c'est que l'abstention, en soi, est loin d'avoir une signification révolutionnaire quelconque, et il est de notre devoir d'élucider les conditions dans lesquelles l'abstentionnisme est pratiqué et ce qu'il faut dire ou faire pour qu'il puisse être une arme pour les travailleurs.

L'abstentionnisme anarchiste nécessite, tout autant que n'importe quelle autre politique, une analyse conséquente de la situation dans laquelle il s'exerce. Dans le cas contraire, il finit par perdre sa charge de rupture révolutionnaire pour devenir position a-critique, bref un dogme et, comme tous les dogmes, celui-ci appelle des hérétiques...

Notre abstention n'est pas un acte passif. Refuser d'accorder une confiance quelconque par le vote, c'est intervenir dans l'espace politique pour brouiller les cartes des différents partis et affirmer la nécessité d'une prise de conscience révolutionnaire du prolétariat. Croire que l'abstention est une simple protestation, c'est faire une double erreur du point de vue des principes (l'abstention c'est une lutte pour l'autogestion) et du point de vue tactique (l'abstention, moyen pour déterminer les conditions et le terrain de lutte du prolétariat les plus favorables). Si cela est masqué actuellement par les forces limitées de notre propagande, dès qu'on se place dans une optique de masse ou que l'on a, comme la CNT en Espagne, en 36, la possibilité d'être avec les masses, on ne peut que reconnaître la portée politique de l'abstention comme celle d'un facteur influençant directement le déroulement de la lutte pour le pouvoir de toutes les forces en présence.

L'abstentionnisme, en tant que prolongement et application pratique de nos principes, est une réponse à une situation de fait. A nous d'intervenir pour que les jeux de la politique et les magouilles des politiciens soient déjoués dans les luttes et par les luttes extraparlementaires et contre tous les parlements.

GAETANO
(groupe E. Varlin)

Dossier Elections

Les propositions anarchistes

L'IMPOSSIBILITÉ de faire de l'information, face à la puissance des moyens de conditionnement que sont les médias au service du pouvoir, fait que l'opinion publique retient des anarchistes leurs critiques, les positions contre, et encore de façon déformée; le reste passe sous silence. Cependant, de la part d'un bon nombre de personnes (qui, sans avoir une connaissance approfondie de l'anarchisme, savent ce qu'il en est de nos buts et de certaines de nos méthodes), il n'est pas rare de s'entendre dire que nos propositions sont bonnes, qu'elles y souscriraient volontiers, mais qu'il y a la vie de tous les jours et qu'il faut l'assurer.

Chaque fois que nous sommes partie prenante d'une lutte circonstancielle, nous y participons au moins pour trois raisons : pour les améliorations immédiates qu'elle nous apporte; pour les coups qu'elle porte au système qui nous oppresse; pour la valeur didactique de la lutte elle-même. Nous sommes partisans des évolutions qui vont dans le sens des valeurs que nous préconisons, mais nous savons que la société capitaliste, autoritaire, hiérarchisée, divisée par des intérêts de classes, de clans, n'acceptera ces évolutions que dans la mesure où elles ne remettront pas en cause ses fondements. Il est donc nécessaire de parvenir à une rupture, à une révolution qui balaiera ces fondements et ouvrira la voie au changement véritable.

Les élections ne sont pas un des moyens d'y parvenir, les articles de ce dossier nous en donnent les raisons. Elles sont conçues comme un moyen de perpétuer une situation figée, elles ne sont pas facteur d'évolution. Les modifications qui pourront être apportées par une nouvelle équipe dirigeante ne feront qu'alimenter et régénérer la machine à gouverner la société, qui est la résultante d'un équilibre économique fragile et qui ne sera pas remise en cause parce qu'elle est dépendante d'intérêts nationaux et internationaux suffisamment puissants pour commander l'existence même du gouvernement. Pour changer, il faut que ces intérêts changent; nous dirons qu'il faut les supprimer, car ils sont néfastes, contraires aux intérêts du genre humain, à la liberté, à la dignité, à l'égalité. Elire ses dirigeants, ce n'est pas assurer la vie quotidienne, mais permettre la poursuite du capitalisme.

LA GESTION DIRECTE

Il apparaît alors évident que les propositions anarchistes de gestion de la société sont valables uniquement après une transformation qui verra l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'abolition de la propriété privée des moyens de production, l'abolition de l'appareil étatique. Pour beaucoup de personnes, cela peut sembler un rêve lointain, pourtant c'est bien de réalité concrète dont il s'agit; l'utopie consiste à croire qu'une transformation durable et en profondeur des rapports humains, socio-économiques, peut être obtenue en conservant les moyens d'oppression que la société de classes, autoritaire, s'est donnés.

Pour réaliser cette transformation, il faut construire les outils qui permettront aux populations de gérer aujourd'hui leurs luttes, demain leurs activités, et cela, dans le domaine de la production, de la consommation, des services, de la santé, des loisirs, du logement... Nous voulons libérer la société de toute tutelle. Pour qu'elle soit libre, nous voulons l'abolition de l'Etat qui l'aliène : c'est la condition indispensable à sa gestion directe, sans intermédiaire qui lui soit extérieur ou rapporté, qu'il s'agisse de gouvernement de parti, de syndicat, de bureaucraties ou d'aréopage de savants.

LE FÉDÉRALISME ANARCHISTE

La système d'organisation qui mettra en relation les divers éléments constitutifs de la société, du simple au composé et du global au particulier, s'appelle le fédéralisme anarchiste. Il met en liaison, en état d'interdépendance donc, les différentes parties du corps social, tout en leur conservant un maximum d'autonomie. Les décisions concernant le simple, le particulier, et lui seul, se prennent à son niveau; les décisions concernant le composé se prennent à un niveau supérieur qui assurera la coordination et rassemblera les informations et les besoins de tous les éléments simples touchés par ces décisions qu'ils contrôleront. Par exemple, dans le domaine de la production, s'il s'agit de changer une méthode de travail d'un atelier — élément simple — et que ce changement n'a pas d'incidence dans la marche des autres ateliers avec qui il travaille, la décision se prendra en son sein, en accord avec tous ses membres; s'il y a désaccord, la personne en désaccord doit pouvoir changer d'atelier. Toujours dans ce même domaine, s'il s'agit de changer une fabrication de consommation courante, nous touchons là au composé. Le service des recherches de l'entreprise va calibrer le nouveau produit en liaison avec le bureau d'étude, sa fédération d'industrie et l'institut de la consommation qui lui donnera l'état des besoins. Si le produit est jugé valable par un comité, un bureau, une assemblée de direction, le bureau des méthodes de l'entreprise le met en fabrication et la sanction finale — échec ou réussite — est fonction de l'offre et de la demande; dans ce cas, le consommateur décide, l'usine s'aligne.

Cette méthode d'organisation peut sembler complexe parce qu'elle nécessite un tissu très dense de liaisons directes ou horizontales entre les composantes simples de même nature ou de nature complémentaire, et de liaisons verticales pour établir la statistique, les besoins généraux, les prévisions, entre niveaux différents. En fait, on peut se rendre compte que le tissu existe dans la plupart des domaines d'activités aujourd'hui, avec une nature différente bien sûr, puisque répondant à des besoins de profit, de plus-value, d'accumulation du capital. De surcroît, ce tissu est malade de l'autorité, de la hiérarchie étouffante et des antagonismes destructeurs qu'elles engendrent. Il est anormal que chacun d'entre nous doive subir, se plier, sans avoir la possibilité de comprendre, de discuter, de remettre en cause ce qu'on l'oblige à faire par la loi ou par la force, par intérêt matériel.

Le fédéralisme anarchiste simplifiera et assainira les relations en assurant la vie et le développement de chaque groupe en harmonie avec les autres, puisqu'il s'agira de réaliser le bien du particulier au travers de l'association nécessaire. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura plus de conflits, le paradis, nous n'y croyons pas, et ce serait contraire à la vie, au mouvement, mais ils s'inscriront en respect de la charte, de la constitution, établie par tous, qui réglementera la société de liberté, d'entraide, de concurrence émulatrice et non de libre concurrence dominatrice comme on la connaît aujourd'hui. Les conflits et leur résolution donnent lieu à une dynamique d'amélioration, dès l'instant où ils ne répondent plus à un souci de domination, de répression. Le fédéralisme doit permettre aux groupes dans leurs diverses activités de se constituer, de se dissoudre, de fusionner, de se diviser autant que leurs besoins ou leurs volontés le commanderont, pourvu qu'ils ne portent pas atteinte aux intérêts des autres et qu'ils satisfassent par leur travail les lois de l'échange avec la collectivité.

LA DÉMOCRATIE

Ce mode de fonctionnement n'a rien à voir avec la démocratie et ses avatars : la démocratie directe, l'assembléisme, qui restent des moyens autoritaires, dans la mesure où le nombre fait la loi et qu'il l'impose à tous au nom de la majorité. Le système de l'assemblée est lourd et inapte à gérer une activité un peu complexe, d'autant qu'on demande aux gens de se prononcer sur des problèmes qu'ils ne connaissent pas toujours. Pour peu qu'il y ait des avis différents, ceux-ci sont interprétés, déformés, volontairement ou non. Il serait vain de gagner du temps sur la production, en éliminant les organismes parasitaires et les lourds circuits encombrés du capitalisme, si on devait le perdre en assemblées interminables où rien ne se décide parce qu'elles sont le lieu de prédilection des phraseurs, des manipulateurs les plus retors et les plus fourbes.

La loi du nombre n'a aucune raison de s'imposer lorsqu'on peut vivre le pluralisme. Dans le fédéralisme, l'assemblée doit se limiter à prendre les grandes lignes, les orientations, en recherchant au maximum la cohabitation des diversités. Dans ce cadre ainsi tracé, les prises de décisions doivent s'effectuer au plus près de leur objet par un ou plusieurs individus contrôlables et révocables selon des modalités qui permettent l'intervention des personnes concernées.

Un partage judicieux des responsabilités, un agencement méticuleux des relations et des mécanismes simples et directs de gestion et de contrôle, autorisent dans le fédéralisme un maximum de liberté et d'initiative compatibles avec la vie sociétaire. La mise en pratique d'une telle construction ne peut s'effectuer que sur le terrain, dans un environnement social d'où le profit a été banni, sans quoi pas d'harmonie, pas d'ordre. Mais que cela ne nous empêche pas de la préparer, car elle a beaucoup d'ennemis (tous les autoritaires) et elle est le contraire de la spontanéité. L'autogestion ne peut se réaliser par îlots à l'intérieur de l'océan capitaliste. Ces îlots restent des entreprises capitalistes soumises à ses lois, sans possibilité de transformation. Leur utilité réside dans l'expérience personnelle qu'ils apportent à leurs participants et dans une très faible mesure dans l'exemple qu'ils fournissent à l'extérieur. Ils ne dispensent pas de l'action dans le monde du travail parmi les exploités.

ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE — ABOLITION DU POUVOIR

Ces quelques réflexions en appellent principalement et obligatoirement une autre qui heurte les préjugés et qui pourtant est inévitable, logique, scientifique auraient dit certains. La disparition de l'exploitation de l'homme par l'homme est réalisable sous deux conditions : l'égalité économique et sociale entre tous les individus; l'abolition du pouvoir qui divise la société en dominants et dominés.

Depuis la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en 1789, l'égalité politique et sociale est admise. Pourtant, dans l'opinion publique, l'inégalité économique est largement acceptée, elle aussi, justifiée par des différences de services rendus, de mérites. Sans égalité économique, il n'y a pas d'égalité de droit, politique ou social, tout le monde le sait, mais tous ceux qui n'envisagent pas la fin du capitalisme, privé ou d'Etat, n'en disent rien parce que leur réussite sociale se mesure sur l'échelle de la hiérarchie ou des promotions de salaire. Ils se contentent de demander moins d'inégalité, sans doute par charité chrétienne. Quand on pense que certains PDG touchent cent vingt mille francs par mois, sans parler de leurs avantages en nature...

Le mérite n'est pas une raison à l'inégalité, c'est un facteur tout relatif qui varie selon l'époque, le lieu géographique, les goûts, le caractère, l'intelligence, la force, le milieu social dont on est issu, autant de critères indépendants de la volonté de l'individu. Et même si le mérite dépend de la volonté de l'individu dans une certaine mesure, cela ne justifie pas encore à nos yeux les différences de rémunération qui créent les classes, la division de la société. Quant aux services rendus, en fonction de quelles règles établir une hiérarchie de valeurs ? Seule leur nécessité à la vie sociale importe. L'ingénieur sans l'ouvrier spécialisé est tout-à-fait inopérant. Un certain nombre de tâches sont à remplir pour vivre en société et il est heureux que les goûts, les caractères et les aptitudes des hommes soient différents pour toutes les satisfaire.

L'égalité n'implique pas l'uniformité, bien au contraire, elle permet le développement des individualités, des personnalités, à travers un minimum de contraintes réparties également entre tous. Sans doute un chercheur se réalisera-t-il plus dans son travail qu'un ouvrier spécialisé; en compensation, l'ouvrier spécialisé n'aura pas les soucis et consacrera moins de temps à son travail, ce qui lui permettra de s'accomplir dans un domaine qu'il aura choisi pour ses loisirs. C'est la société future qui déterminera elle-même les équilibres entre ses diverses composantes.

Le pouvoir est l'autre cause qui interdit l'unité de la société. Proudhon dit : « ...l'anarchie... n'admet pas le gouvernement de la volonté, mais seulement l'autorité de la loi, c'est-à-dire de la nécessité ! » (1). L'association d'égaux doit limiter les relations d'obligation aux nécessités définies par le contrat, la constitution, en respect du principe d'indivision de la société. En dehors de ce cadre, nul ne peut imposer sa volonté à un autre sans qu'elle prenne un caractère néfaste qui amènerait immanquablement des privilèges. Les initiatives, les directives, ne doivent pas être subies, mais contrôlées, partagées. L'autorité que confère la compétence de l'homme sur la tâche à accomplir ne doit pas déborder cette tâche, elle-même limitée, jaugée en harmonie avec son objet, son environnement.

GRÈVE GESTIONNAIRE EXPROPRIATRICE

Pouvoir politique et pouvoir économique sont liés à un point tel que dans la société capitaliste, à l'Ouest comme à l'Est, ils se confondent. Cela ne nous autorise pas à tout faire dépendre et à tout expliquer par l'économie, comme le font les marxistes, même lorsqu'il ne s'agit plus de société capitaliste. D'une part, il est impossible et sans doute pas souhaitable dans nos pays « civilisés », avec le confort matériel et moral que l'on connaît et avec la densité démographique que l'on subit, d'envisager un retour à l'artisanat, à la chasse, à la cueillette. D'autre part, la civilisation du robot, qui soulagera l'homme de ses obligations de produire des biens de consommation et d'effectuer les services dictés par les lois de l'entraide, n'est pas pour tout de suite, et toute transformation doit s'effectuer à partir des situations que l'on connaît et avec les hommes que l'on côtoie. Nous sommes obligés de constater qu'aujourd'hui la plus grande partie des activités individuelles et collectives sont commandées par la production en vue de satisfaire des besoins vitaux. C'est pourquoi nous disons avec Bakounine que : « L'émancipation économique est mère de toutes les émancipations ». Sans négliger les autres leviers de renversement de la société de classes, c'est dans la préparation de la grève gestionnaire, expropriatrice, que nos énergies de révolutionnaires doivent s'investir pour parvenir à la gestion directe de la production et au fédéralisme anarchiste (2).

Cette préparation, nous devons l'effectuer avec nos compagnons de classe dans une organisation de masse qui affirme clairement notre finalité et définit tout aussi clairement nos moyens en accord avec nos buts, sans s'enfermer dans le dilemne réforme ou révolution, mais en intégrant les réformes qui intéressent tous les exploités dans une dynamique révolutionnaire.

Groupe MALATESTA de la Fédération Anarchiste

(1) Proudhon, « Qu'est-ce que la propriété », éd. Flammarion, en vente à Publico : 12 F.

(2) Lire Joyeux, « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière », éd. Volonté Anarchiste, en vente à Publico : 10 F.

SANTÉ

Capitalisme et santé... anarchisme et santé

DÈS que l'on examine une institution donnée de notre foutue société, c'est immédiatement pour s'apercevoir que son seul but est de maintenir notre exploitation quotidienne tout en tirant le maximum de profit de nos misérables carcasses. Chaque aspect de notre vie met ainsi en branle toute une cascade de phénomènes dont le rôle est de neutraliser notre individualité, de supprimer toute parcelle d'autonomie qui pourrait subsister en nous. Bref, l'Etat devient de plus en plus puissant en faisant des exploités une véritable classe d'assistés, dont la condition est plus proche de celle de l'esclavage que de l'homme libre !

Au même titre que la police, la Justice ou le sport, l'institution Santé contribue à la survie de cette société inégalitaire qui nous étouffe un peu plus chaque jour. Dans *Le Monde Libertaire* n° 295 du 4 janvier 1979, le groupe d'Annecy de la FA avait publié un dossier qui, à coup de chiffres et de statistiques, nous avait montré que le droit à la santé était un leurre et une véritable escroquerie (1). Rien n'est plus vrai ! Et il est devenu coutumier de dire que l'ensemble de l'institution médicale, ou plutôt de la caste médicale, ne vit pas « pour » le malade, mais bien « par » le malade, que son rôle n'est pas de guérir, mais bien de soigner et de remettre d'aplomb pour une période déterminée un corps lassé par les contraintes quotidiennes. Objet d'un lucre effréné, la politique de la santé n'a pas pour but de toucher à l'essentiel, c'est-à-dire d'apprendre aux gens à respecter leur corps, à mener une vie équilibrée..., mais bien de donner la part du lion aux soins et aux médicaments. Atténuer les effets d'un mal, certes, s'attaquer aux causes, certainement pas !

Dans le cadre de cet article, nous n'avons pas l'ambition de faire une étude exhaustive, mais plutôt de faire une analyse générale de la médecine qui nous entoure, en nous attachant notamment au rapport médecin/patient et en prenant deux exemples particulièrement frappants d'une médecine autoritaire : l'hospitalisation et l'industrie des médicaments.

MÉDECINE DU FRIC ET DU MÉPRIS

« Tout individu bien portant est un malade qui s'ignore. » (Docteur Knock). C'est sur cette phrase choc, formulée en quelques mots que repose le principe fondamental de tout l'édifice de l'institution médicale. Du moins, c'est ce que tente de nous faire croire, hélas avec succès, toute cette cohorte de médecins qui, la bouche en cul de poule et la main sur le cœur, nous assure que la santé c'est la médecine (donc les médecins) et que la médecine c'est la santé. De cette croyance est né un pouvoir médical exorbitant qui est un véritable pouvoir pour la vie des autres, sur leur santé et sur leur intégrité physique. Surtout aujourd'hui, où les médecins utilisent des techniques de plus en plus puissantes et de plus en plus agressives qu'ils sont loin de maîtriser, se contentant de compulser de temps à autres leur bible médicale, grâcieusement offerte par les laboratoires pharmaceutiques... Eh oui, au risque de vexer ces notables, force nous est de constater que le médecin est bien souvent un âne (que ceux-ci nous pardonnent cet amalgame abusif) qui consacre de moins en moins de temps à son information personnelle et à l'examen du malade. Alléché par un profit rapide, il se jette littéralement sur les malades, en en inventant au besoin. Ce qui l'intéresse, ce n'est pas tant la guérison de ses patients que de multiplier leur nombre.

On nous objectera, certes que certains médecins prennent conscience du rôle qu'on veut leur faire jouer et qu'ils réduisent la longueur de leurs ordonnances. Mais force est de reconnaître que leur remise en cause s'arrête là. Il y a un truc sur lequel ils ne transigent jamais, qu'ils soient en costume trois pièces-cravates ou en jeans-sabots, c'est qu'on touche à leur sacro-saint pouvoir médical. Pour l'ordre médical, la foi envers le médecin est primordiale, quasi mythique. C'est une idée bien ancrée dans la profession qu'il n'est pas question de partager ce pouvoir avec le malade, pas question de l'associer à la rédaction de l'ordonnance. Bien au contraire, il faut s'attacher à infantiliser ce dernier en lui demandant d'abdiquer toute volonté, toute responsabilité.

OBÉIR, OBÉIR, OBÉIR...

Certes, s'il y a des maîtres, c'est parce qu'il y a des esclaves..., surtout quand c'est le système de pensée lui-même qui pousse à se conduire en assisté. Dame, nous dit le commun des mortels : le médecin est un spécialiste hautement diplômé, le dépositaire de tout ce qu'ont pu accumuler des siècles et des siècles de recherches scientifiques et techniques. Pour sûr qu'un un tel bagage, rien ne saurait lui résister. Et de placer de docteur-Goldorak sur un piédestal dont il sera difficile de le déboulonner. Certes, ses médicaments aggravent parfois la situation au lieu de l'améliorer, mais le plus souvent les malades guérissent... alors, vous voyez, c'est bien grâce à son intervention. D'ailleurs, des bavures il y en a partout, même chez les flics !

LE GOULAG HOSPITALIER

L'hôpital reste peut-être actuellement la tare la plus voyante d'une politique de santé basée sur l'exploitation rationnelle des malades. La guérison du malade n'est pas le but de la médecine hospitalière; elle est plutôt un prétexte servant à justifier les dépenses. De plus, il reste un prodigieux laboratoire pour les professionnels de la santé qui disposent d'un matériel de premier choix. Quelques mots suffisent en général à décrire la majorité de nos hôpitaux : bâtiments vétustes, humanisation du même tonneau que celle qu'on rencontre dans les prisons, entretien laissant à désirer, militarisation du système d'autorité. Quel établissement n'a pas son ou ses infirmières rejetant sur le malade ses dures conditions de travail ! Il y a bien sûr pire, parce que plus sordide, comme ces hôpitaux-hospices où les malades âgés sont précipités dans la déchéance tant physique que morale et qui n'ont plus qu'une seule issue : attendre de crever seuls, dans un fauteuil, des journées entières sous les plaisanteries goguenardes des carabins. Comme dans le cabinet médical, le confort en moins, c'est le mépris du malade. (2)

MÉDICAMENTS : AH, MOURIR GUÉRI !

Infantilisé, réduit à un simple objet, le patient doit encore souffrir dans ses chairs de la conséquence logique d'une visite chez le médecin : l'absorption de médicaments. Il paraît que tout médicament n'est efficace que s'il est dangereux : c'est sans doute en vertu de ce principe que le nombre de gens qui ont été rendus malades par les médicaments utilisés pour les soigner est considérable : sur 100 malades, 5 à 10 l'ont été rendus encore plus par les traitements, et c'est par centaines de milliers qu'on compte chaque année les accidents provoqués par l'usage inconsidéré des médicaments. Selon certains auteurs, l'abus des médicaments fait à lui seul plus de morts que les accidents de la route. Ce qui est énorme ! (3). Cela est dû au fait que les médecins utilisent des techniques thérapeutiques de plus en plus dures, mais qu'en plus, la plupart du temps, ils ignorent tout des dangers des produits qu'ils prescrivent. Il faut dire qu'ils sont informés par... les laboratoires pharmaceutiques qui disposent d'un quasi-monopole sur l'information. Presque toute la presse médicale est en effet vendue à l'industrie. Et d'ailleurs, les patrons de ces trusts ont d'autres moyens pour promouvoir leurs saloperies : un cadeau par-ci, un petit voyage par-là sont les meilleurs agents de publicité...

EXPÉRIMENTATION : LA MÉDECINE GAMMÉE

Nous ne nous attarderons pas sur le scandale de l'expérimentation animale qui suppose une généralisation à l'homme pour le moins risquée (4). En fait, après l'animal, c'est l'ensemble des malades, quand ce ne sont pas des individus bien portants qui servent d'objet d'expérimentation. Chacun admet communément que les expériences effectuées par les nazis dans les camps de concentration constituent le point culminant de la méthode expérimentale. Barbarie grotesque et tragique, mais c'est bien fini, nous assure-t-on ! Voir ...

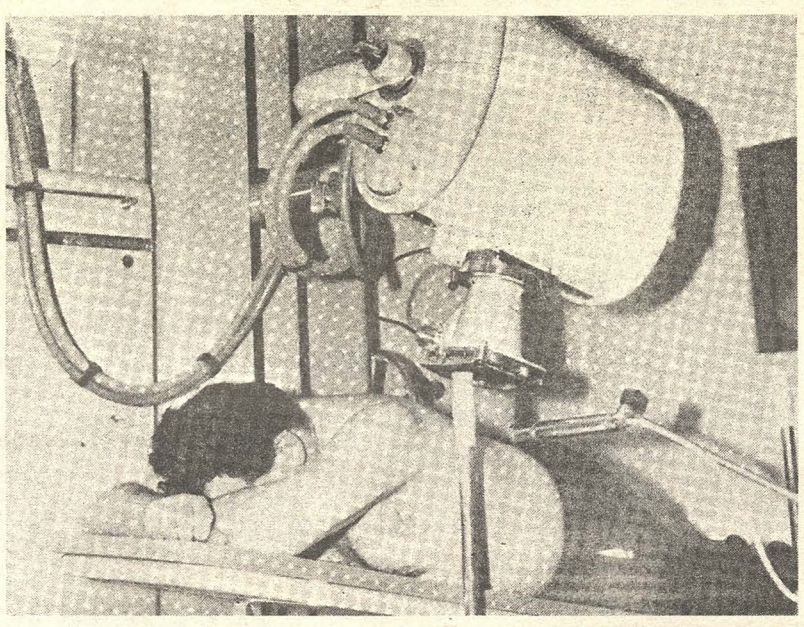
En fait, rien n'a changé dans le fond, tout au plus, la forme est moins voyante. Tout comme les nazis s'en prenaient aux « inférieurs » (juifs, tziganes), on s'aperçoit aujourd'hui que l'essentiel des cobayes humains se recrute dans le cadre étroit de certaines catégories sociales, raciales et au sein des structures particulières, comme les hôpitaux et les prisons. Mais attention, ce n'est pas du fascisme, c'est de la démocratie avancée, nuance... Il est vrai que le consentement libre et éclairé du patient est exigé pour l'expérimentation sur l'homme. Ouais ! Qu'on en juge.

Les prisonniers constituent, notamment aux USA, un « matériel « convoité. Pour une rémunération allant du paquet de cigarettes à la réduction des peines de quelques jours, on se permet des études n'ayant aucune visée pratique et effectuées dans un but uniquement théorique. Enfin, le taulard est bien sûr un individu qui agira en toute connaissance de cause, surtout si on lui promet de sortir plus vite de ses quatre murs.

Une autre catégorie de cobayes, ce sont les malades hospitalisés dont la variété offre à la recherche des horizons illimités. Ils vont servir à mettre au point des techniques nouvelles d'investigation, à essayer de nouveaux médicaments, à compléter les expériences en cours. Mais ne vous inquiétez pas, le malade le fait lui aussi en toute conscience, d'autant plus que ça se passe souvent à son insu !

D'autres cobayes à même d'avoir un regard lucide, ce sont les vieillards, parfois les mourants, et surtout les enfants sur lesquels les vaccins, par exemple, sont presque toujours testés : cela va du vaccin contre le zona (5) au vaccin contre le rhume de cerveau en passant par le vaccin anti-rougeole... et le vaccin anti-cancer !

Ces abus ont entraîné un resserrement des contrôles dans certains pays industrialisés et une législation un peu plus stricte. Qu'à cela ne tienne; les multinationales pharmaceutiques ont transféré une bonne partie de leur activité dans les pays où l'absence de législation leur laisse les mains libres : les populations du Tiers-Monde leur procurent un immense réservoir de cobayes humains possibles. Les milliers de porto-ricaines qui ont testé les premières pilules pour le bien-être des occidentales en savent quelque chose. Qui a parlé de ne pas mélanger les problèmes ?



MÉDECINE ET RESPONSABILITÉ

En ce qui concerne les rapports médecins/malades, nous pouvons apercevoir deux phénomènes contraires. D'une part, c'est la démission totale des patients dont le contrôle sur l'activité médicale s'est considérablement affaibli. Outre la croyance en l'infaillibilité du médecin, joue aussi incontestablement le fait que le patient devient un être anonyme, perdu dans la masse des autres patients. Mais en sens contraire, nous assistons également à une remise en cause plus ou moins radicale de l'exercice actuel de la médecine, même si cela est encore le fait d'une minorité. Celle-ci veut exercer son contrôle sur la médecine et ses serviteurs. Ce contrôle peut passer par l'abandon pur et simple du médecin qui ne plaît pas, par le refus de prendre une partie des médicaments prescrits ou encore, dans des cas exceptionnels, l'attaque de médecins devant les tribunaux.

En attaquant les médecins aux pratiques délictueuses, dont certaines parfois ont des conséquences graves, voire mortelles pour le patient, il s'agit avant tout que les médecins comme tous les autres citoyens portent la pleine et entière responsabilité de leurs actes. Depuis quelques années, on assiste en effet, dans une partie du public, à une profonde évolution des esprits qui fait que les victimes des bavures ou leur famille ont une conscience beaucoup plus nette de leurs droits et se résignent moins facilement qu'autrefois à leurs malheurs. D'ailleurs, des textes existent qui fixent les obligations du médecin : dans le code pénal (principalement les articles 309, 318 et 378), le Code de la Santé publique, le Code de Déontologie médicale. Certains arrêtés de la cour de Cassation ont fait jurisprudence. Mais si les textes sont clairs et contribuent à mieux cerner la notion de responsabilité médicale, dans la pratique, rien n'est simple lorsqu'il s'agit pour un malade ou pour sa famille de poursuivre un médecin pour faute professionnelle.

CACHEZ-MOI CETTE BAVURE QUE JE NE SAURAIS VOIR

Il paraît qu'il existe un organisme disciplinaire du corps médical : c'est l'Ordre des Médecins qui a pour fonction de faire respecter la déontologie et de réprimer les abus. Mais comme dans la profession la déontologie est assez élastique..., l'Ordre veillera avant tout à ce qu'on ne vienne pas mettre le désordre dans la corporation. C'est certes lui qui devrait poursuivre les médecins délinquants. Mais il ne le fait pas, assimilant délinquance à refus de lui payer des cotisations, par exemple. Etroitement corporatiste, il protège systématiquement les médecins contre les usagers, et cette solidarité abusive a fini par provoquer un phénomène de ras-le-bol chez les usagers qui se sont tournés vers d'autres voies.

L'ILLUSION JUDICIAIRE

Ne pouvant obtenir réparation devant l'Ordre, les usagers se sont tournés vers les tribunaux, ce qui est l'une des principales raisons de l'augmentation du nombre des poursuites envers les médecins. Le pouvoir médical étant devenu ce qu'il est, les usagers s'imaginaient naïvement que le recours à la Justice serait la seule forme possible de résistance à lui opposer. Et de fait, on assiste à une augmentation du nombre des poursuites qui, en 10 ans, ont décuplé. Mais, il faut bien en convenir, ce recours est plus qu'illusoire et bien peu porteur de changements dans l'institution médicale. Il nous aura tout simplement montré que les castes ne se bouffent pas entre elles, ayant trop besoin l'une de l'autre pour survivre. Et le système judiciaire privilégie avant tout les médecins, et non les usagers. Cela explique qu'il est difficile de faire éclater une affaire. Ce sont bien sûr les lenteurs de la machinerie judiciaire, les dépenses très importantes que le justiciable doit supporter quand il se porte partie civile, sans compter les honoraires d'avocats, les frais de courrier, de constitution de dossier, etc., mais aussi cette solidarité de classe qui se joue entre médecins et magistrats. Une solidarité qui cimente les différents corps de la bourgeoisie (malgré tous les intérêts de clans qui peuvent exister) et qu'on aimerait bien retrouver au sein de la classe ouvrière ! Le juge, chargé d'instruire une affaire en responsabilité médicale, ne connaît rien à la médecine ou pas grand-chose, et doit, pour être informé, confier les expertises à... des médecins, chez qui se manifeste le plus souvent le réflexe confraternel !

Et pourtant, ce commencement de soupçon d'ombre d'atteinte à leur pouvoir va entraîner un véritable tollé dans la corporation. Non seulement la plus grande partie des délits médicaux ne font l'objet d'aucune poursuite (à qui fera-t-on croire que les 1 500 plaintes annuelles sur 350 millions d'actes médicaux représentent la totalité des fautes et des abus ?), mais c'en était encore trop aux yeux des dignitaires des la profession médicale qui se mirent à jeter des cris de putois. Et de chialer sur tous ces médecins qui sont l'objet de poursuites de la part de leurs patients qui sont de malheureuses victimes d'un hasard cruel, d'un instant d'inattention, d'une erreur accidentelle, et qui risquent de se retrouver au chômage, les privant des précieux biftons qu'ils gagnent sur le dos des malades. Pour eux, il est clair que la délinquance médicale n'existe pas. Le médecin, ne pouvant être soupçonné, n'a par conséquent pas à rendre de comptes et se veut exempt de critiques et de sanctions applicables à toute manifestation d'incompétence, d'inaptitude ou de vénalité.

Puissant groupe de pression, présent au Parlement, au Sénat, mais surtout s'étant créé une véritable clientèle fort utile en période électorale, le corps médical s'emploie dès lors à dépénaliser la profession. C'est ainsi que se réunissait il y a deux ans, discrètement dans les arrière-cours des ministères de la Justice et de la Santé, une commission officielle composée de magistrats et de médecins, chargés d'étudier les moyens de modifier la législation pour la rendre plus favorable au corps médical. Quelques mois plus tard, cette commission a rendu un rapport dont l'objectif est de mettre les médecins à l'abri d'éventuelles poursuites pénales déclenchées par des clients mécontents. En clair, il s'agissait d'accumuler suffisamment d'obstacles sur la voie de la juridiction pénale pour que les plaignants ne s'adressent plus qu'à la seule juridiction civile. Laquelle, chacun sait, ne prononce pas de sanctions, mais peut seulement décider des indemnisations. Ainsi, on ramenait les poursuites à de simples marchandages d'argent entre le plaignant et l'assureur du médecin quant au montant de l'indemnisation.

Et de plus, de faire du médecin une catégorie professionnelle juridiquement privilégiée, comme tous les larbins de l'Etat, au-dessus de la loi commune. Pour ceux qui en doutaient encore, qu'on ne vienne plus nous parler de l'égalité des citoyens devant la loi, l'un des principes fondamentaux de la « légalité républicaine » !

Pour l'instant, ce rapport n'a pas encore débouché sur une loi. Tout au plus, va-t-on nommer, si ce n'est déjà fait, un médiateur aux affaires médicales (non, ce ne sera pas R. Fabre) chargé de concilier à l'amiable patients et médecins, ou de faire traîner les choses en longueur. Par exemple, pour les affaires pénales, la prescription est de trois ans...

QUELLES ALTERNATIVES ? MÉDECINE ET ANARCHIE !

Un accroissement des centres de Santé — Depuis quelques années, les groupes santé ont tendance à se multiplier dans les grandes villes. Ils représentent un pas en avant par rapport à une contestation du pouvoir médical qui, somme toute, n'est que défensive car faisant suite à un accident. Porteur d'un signification révolutionnaire, il appartient aux militants anarchistes d'y participer, voire d'en susciter la création. Le rôle de ces groupes santé est le plus souvent limité à leurs faibles moyens et il s'agit avant tout d'organiser des campagnes d'information dans des réunions de quartiers pour parler de problèmes médicaux divers. Parfois de créer des centres de santé dont l'essentiel est une meilleure coordination, une pratique différente de la médecine liant quotidiennement le préventif et le curatif et privilégiant les relations entre soignés et soignants. Il va de soi que la médecine libérale considère ces projets d'un mauvais œil, cette nouvelle approche de la médecine remettant en question un pouvoir médical encore bien établi.

Une prise en charge de certaines maladies s'esquisse aussi : diabétiques, utilisation du rein artificiel. Dans ces cas précis, le patient gère lui-même sa maladie, après avoir suivi une formation. Intéressantes aussi sont les tentatives de plus en plus nombreuses de démédicaliser la naissance, le médecin ne jouant plus qu'un rôle d'appoint.

Enfin, nous ne pouvons passer sous silence l'existence des publications qui tentent une nouvelle approche de la médecine. C'est par exemple le cas de *L'Impatient*, journal de défense et d'information des consommateurs de soins médicaux, ennemi juré de la classe médicale, véritable mine de renseignements pour ceux qui veulent gérer eux-mêmes leur santé.

LES MÉDECINES NATURELLES, OUI... MAIS ATTENTION !

La « guérison » du malade est avant tout liée à la prise de médicaments chimiques. Or il est évident que ce n'est pas la seule forme d'approche possible du problème de la santé. D'autres méthodes, moins violentes, existent, que ce soit au niveau préventif, diagnostic ou curatif. Elles ont l'avantage d'utiliser des médicaments ou des techniques très anciennes, éprouvées par des siècles, voire des millénaires d'utilisation, comme les plantes ou l'acu poncture. Techniques mal connues,

suite page 10

CAPITALISME ET SANTÉ, ANARCHISME ET SANTÉ

suite de la page 9

regardées avec ironie par les esprits rationnels que nous sommes, elles mériteraient d'être étudiées de plus près. Non dangereuses, elles permettent de plus d'être réappropriées directement par nous-mêmes : l'utilisation des plantes médicinales est à la portée de chacun, pourvu qu'il se donne un peu de peine. Avec de bons livres et une bonne loupe, chacun peut faire son apprentissage, seul ou en groupe.

Et de ce fait, ces médecins parallèles font l'objet d'un engouement et d'un développement sans précédent, à la mesure des méfaits de la médecine officielle. Mais si cet engouement témoigne d'un désarroi des patients, elle laisse aussi la porte ouverte aux abus et excès, commerçants avisés, escrocs et gourous en tout genre. L'esprit ne change guère et homéopathes, acupuncteurs... ont une nette préférence pour les beaux quartiers et les billets de 500 francs. Tous ces tristes sires ne visent qu'à reconstruire un système parallèle identique au système médical

établi, avec des privilèges de caste, un pouvoir sur le patient, le refus d'informer celui-ci des avantages financiers, des querelles de chapelles sordides et des pratiques sectaires. Chacun voulant détenir la vérité et érigeant sa thérapeutie en dogme. Partout, le même esprit de domination sur le patient qui, une nouvelle fois, se contente de rester consommateur de soins médicaux et démissionne !

Le résultat n'est guère encourageant : c'est tout un savoir traditionnel qui devrait appartenir à tous qui est littéralement récupéré au profit d'une nouvelle catégorie de médecins ou de paramédicaux qui s'attribuent les nouveaux créneaux du marché de la santé, créneaux désormais bien intégrés dans un système de profit marchand !

UN SEUL CHOIX : LA RÉVOLUTION SOCIALE

L'environnement dans lequel nous vivons a vite fait d'imposer des limites à nos désirs de changements. La plupart de nos maladies ont une origine sociale, et nous ne nous contenterons pas de nous attaquer aux effets, mais bien aux causes. Certes, le respect de certaines règles de l'hygiène, une vie régulière et saine permettront d'améliorer notre santé... ou du moins de ceux qui en ont les moyens, de tous ceux qui ne connaissent pas la vie dans un HLM bruyant, de tous ceux qui n'ont pas deux heures de transport par jour dans des bus bondés pour aller vendre leur force de travail, soumis à l'autorité de petits chefs tyranniques qui leur refilera un maigre salaire qui leur permettra tout juste de bouffer en vitesse des aliments remplis de produits chimiques. Seuls pourront en profiter tous ceux qui ne connaissent pas les contraintes, les tensions, les pollutions de toute nature, toutes les agressions de la vie quotidienne.

Nous le répétons, nous vivons dans un tout et c'est ce tout qu'il faut démolir de fond en comble. Et c'est après que les hommes et les femmes pourront enfin reconstruire, gérer leur vie, sous tous ses aspects, comme ils l'entendent, dans le respect mutuel les uns des autres. Alors, et seulement à ce moment, nous pourrons enfin mettre en place une politique de la santé qui corresponde aux besoins de toutes les populations (tout en sachant qu'un certain nombre de maladies sont appelées à régresser, puis à disparaître).

POUR UN MALADE AUTONOME

Une vraie politique de la santé doit permettre aux individus momentanément malades de compenser leur handicap, de leur apprendre à vivre avec, d'envisager d'une autre façon que geignarde la maladie. La santé est chose trop précieuse pour être abandonnée à la légère aux mains de spécialistes, et par conséquent nous devons parvenir à une prise en charge autonome de sa santé par chacun. D'une part, démissionner c'est s'exposer à toute sorte de maladies, mais d'autre part, la prise en charge facilite indiscutablement le traitement. Etre un malade autonome, cela veut dire que nous avons cessé d'identifier médecine et santé, que nous avons ramené la médecine à sa vraie place au lieu de la laisser tout envahir; cela suppose que nous cessions de déverser sur elle nos peurs et nos angoisses, que nous cessions de nous réfugier dans son giron à la moindre alarme. Bref, que de malade-objet, qui subit son traitement, nous devenions un malade-sujet qui y participe activement. S'il faut un autre malade, lucide, faisant face à son angoisse, conscient de son rôle, il faut aussi un autre médecin, formé différemment et mu par d'autres motivations que la multiplication d'actes. Si l'aide d'un médecin s'avère nécessaire . Il faut que ce soit un médecin non plus conçu comme un prescripteur, mais comme un éducateur. Entre médecin et malade doit s'instaurer un rapport de coopération et non plus de domination.

Voilà pour le fond, et il est vrai que cela suppose un changement radical des mentalités parallèle à l'abolition de l'exploitation. Quant aux structures, ce peut être de petites unités sanitaires adaptées aux nécessités de chaque quartier qui soient avant tout des centres d'accueil et d'information; des centres qui feraient appel de préférence aux techniques douces, quand les techniques chimiques ne sont pas nécessaires. Dans les hôpitaux, par exemple, on peut prévoir l'existence de toute une vie communautaire des malades, pour éviter leur isolement comme c'est actuellement le cas. Prévoir également des livres de vulgarisation médicale..., bref faire en sorte que le malade vive pleinement son séjour à l'hôpital et ne soit plus considéré comme la propriété du médecin.

On peut prévoir... On peut prévoir... Mais nous n'allons pas tracer définitivement les cadres de la société anarchiste. Chacun a sa pierre à apporter !

BEN ET NICOLE
(groupe d'Amiens FA)

(1) Dossier Santé, ML n° 295, du 4/1/79.
(2) Lire à ce sujet : « Bruno, mon fils : une mère et les médecins », de Janie Maurice, éd Stock. C'est le témoignage poignant d'une mère dont le fils de 5 ans est mort suite à une succession de bavures médicales.
(3) Chacun devrait pouvoir consulter le « Guide des médicaments les plus courants », de H. Pradal, Le Seuil, Collection de Poche, afin de connaître les saloperies que les médecins lui prescrivent. Notons de plus que sur la totalité des médicaments achetés, 30 à 40% sont gaspillés et jetés à la poubelle... à moins d'être refilés au Tiers-Monde.
(4) Voir le ML du 23/2/78 : « L'Atrocité des expériences sur les êtres vivants ».
(5) Affection de la peau.
(6) Pour les expérimentations sur l'homme, lire « L'Arrache-cœur », du Dr Marzouki, édité par les librairies Alternative et Parallèle. Voir aussi le développement de la sociobiologie, véritable bréviaire du racisme, les dangers que supposent des manipulations génétiques faites à tort et à travers ou encore plus farfelu, l'essai de créer une race de surhommes à partir de prix Nobel !
(7) La France compte 100 000 médecins. Sur les 1 500 plaintes, seules 500 sont retenues, dont 50 font l'objet d'une instruction et dont 20 à peine l'objet d'une condamnation. La moyenne du temps qui s'écoule entre le dépot de la plainte et la très éventuelle décision de justice est de 6 ans. En résumé, il y a 18,3 médecins condamnés en moyenne par an, soit 0,0002%. Comme on le voit, la campagne menée en sous-main et visant à créer la panique pour déresponsabiliser la caste médicale ne repose sur rien.
(8) « L'Impatient », 9, rue Saulnier, 75009 Paris. Douze numéros : 110 francs.
(9) Lire « « Folie et sagesse des médecines naturelles », de R. Masson (Albin Michel) qui démontre que les excès et les abus peuvent transformer les médecines douces en médecines dures. Avec des réserves cependant sur ses conclusions, puisqu'il s'agit de le mettre en avant. Dogmatisme, quand tu nous tiens !

informations internationales

RFA

Le terrorisme d'Etat ne chôme pas !

EUX, ils ont gardé le silence tout au long de ces interminables deux mois et plus de grève de la faim qui ont scellé la mort de Sigurd Debus. Eux, qui ont censuré des mois durant cette action extrême que 26 détenus avaient entamée début février pour lutter contre la torture de l'isolement, se voir reconnaître un impossible statut de prisonniers de guerre, avoir des conditions de détention un tant soit peu plus humaines, avoir la possibilité de se rassembler par groupes de 15, eux n'ont su qu'entourer l'agonie et la mort d'un militant révolutionnaire d'une campagne destinée à susciter la peur profonde de la population allemande et à justifier, même a posteriori, une politique d'extermination des opposants menée depuis dix ans par la social-démocratie de Bonn.

Eux, si soucieux de droits de l'homme, toujours sacrifiés sur l'autel de la raison d'Etat, qui prêchent le bonheur des citoyens, ont vite déclenché l'alarme. « On redoute une vague de violence »; « les autorités craignent une réaction violente de la part des amis des détenus ». Après coup, face à une riposte qui, selon eux, n'a pas été à la hauteur de l'attente, soudain ils se tournent et applaudissent la fermeté des autorités qui s'est révélée encore une fois payante.

Schmidt a gagné son pari. Le pari de la mort. Rien ou presque n'a été dit sur les épouvantables conditions de détention, rien sur les droits des détenus à être considérés comme des hommes.

De même, qu'importe qu'à Belfast, Bobby Sands meurt; qu'importe la lutte du peuple irlandais, qu'importent les conditions de survie dans le Block H. Ce qui compte, c'est la riposte de l'IRA, la menace d'une guerre civile en Ulster, d'où la justification de la présence des troupes britanniques et de la fermeté du gouvernement de Londres.

Eux, les mass-média, les « interprètes » des instincts les plus bas de l'opinion publique, qui sont — de par leur état — anti-terroristes, ont une fois encore rempli leur basse besogne.

En Allemagne cependant, l'opposition anti-institutionnelle n'est pas morte. Le mouvement est bien vivant. Il a tout simplement tiré la leçon de la faillite des groupes anti-autoritaires, tel la Rote Armate Fraktion, qui ont rempli la chronique des années 70. Il a expulsé de son sein le chef qui le hantait. Il découvre et vit son essence remarquablement anti-autoritaire. Ceux qui ont dit que la mort de Sigurd Debus n'a pas déclenché la riposte « terroriste » attendue, méprisent la nature « diffuse » de ce mouvement qui a su se manifester par des actions ponctuelles sur l'ensemble du territoire fédéral. La solidarité s'est montrée à Nuremberg comme à Hannover ou à Francfort et à Göttingen. Des cibles choisies (des banques, des boutiques de luxe, des commissariats, un train de militaires américains) en ont fait les frais.

La continuité toutefois est mieux assurée par le mouvement anti-nucléaire qui a donné à Brokdorf une puissante démonstration de sa force; et, d'une façon encore plus radicale, pour le mouvement des occupations des maisons, les instandbesetzern dont le mouvement se trouve à Berlin ouest.

L'Etat ouest-allemand, non seulement laisse mourir les grévistes de la faim (Sigurd Debus, 1981, après Holger Heinz, 1974), exécute les « suicides » (Meinhof, 1976 ou Baader-Ensslein-Raspe à Stammheim, 1977), laisse mourir en prison des détenus gravement malades (parmi d'autres, Sonnenberg à la Becker), tout en libérant des « repentis » (comme Horst Mahler), mais en plus poursuit à l'encontre du nouveau mouvement sa stratégie de division, entre violents et non violents, entre squatters paisibles et repaires de terroristes, entre simples manifestants et steinwerfen (ceux par qui les pavés arrivent).

Le meilleur exemple de cette attitude vient du comportement de la police de Berlin ouest qui hésite encore à brutaliser comme il se doit les occupants des 125 maisons occupées de l'ex-capitale allemande, tandis qu'à Nuremberg une « manif » peut se solder par l'arrestation de 141 personnes.

Les tribunaux, cela va de soi, se prêtent bien à cette politique de division, soucieux qu'ils sont de ne pas laisser les rues à la « canaille ».

Sans structures verticales, mais disposant d'une coordination horizontale, sans hiérarchie ni centralisation, mais s'exprimant avec ponctualité et d'une manière diffuse, le mouvement ouest-allemand peut faire face à la montée d'une répression menée par des autorités encore un peu désorientées et qui achèvent par des moyens on ne saurait plus légaux, l'extermination des opposants des années 70, tombés par centaines entre leurs mains.

P.-P. GOEGAN

BRIXTON OU UN NOUVEAU WATTS EN 1981 ?

LA semaine dernière, des affrontements d'une rare violence ont ravagé Brixton, quartier de Londres) regroupant les noirs qui sont 30% dans ce ghetto tout comme Wandeworth.

Aussitôt, l'opposition anglaise affirme que ces émeutes sont d'origines raciales et que le désespoir des populations du Commonwealth et du Pakistan, arrivées en nombre après la dernière guerre, est la conséquence directe de la négligence des derniers gouvernements.

Il faut pourtant faire une nuance : les émigrés en Angleterre viennent de deux origines différentes : les Asiatiques (Pakistanais, Indous, Vietnamiens) (1) et les noirs (Africains anglophones et Jamaïcains).

Les Asiatiques sont en grande majorité; ils viennent avec leur propre langue, leur culture, leur croyance et leur nourriture. Ils préfèrent être entre eux (Soho) et parviennent souvent à s'installer comme petits commerçants, mais la récession économique les menace. Ils ont établi de grands ensembles de centaines d'appartements qui leur sont réservés. Leurs enfants, par contre, ont beaucoup plus de mal à s'adapter et qui plus est, les tâches qui leur reviennent (hotellerie, hôpitaux) les mettent en contact de la vie occidentale créant des conflits de générations souvent sérieux.

Pour les noirs, tout est différent. A Brixton ils représentent un tiers de la population. La plupart viennent des Antilles anglaises, le plus souvent d'éducation anglo-saxonne. Ils respectent la famille royale et ont des habitudes très anglaises, mais l' « etablishment » les rejette.

Leurs enfants, nés ici, font vite des comparaisons avec les jeunes blancs et ressentent intensément la discrimination. Finalement, comme au sud des USA, c'est le petit blanc (chômeur, loubard) qui gonfle les rangs des néo-nazis du National Front et autres ordures.

Il est rassurant de penser que les troubles sont d'ordre pratique et guérissables par un changement de politique. En fait, il est vrai que les revendications sont d'ordre social. Les Colored-Men souffrent plus que les autres de l'accroissement du chômage, de l'insalubrité des logements et des brutalités de la flicaille et des bandes de nazillons. Mais c'est un enchaînement car dans les quartiers les plus pauvres comme Brixton, le taux de délinquance est immense.

Voulant acquérir le minimum vital avec la publicité qui les nargue, les jeunes noirs se serrent et cela me paraît normal, mais la violence est aussi quotidienne, surtout avec les bandes de jeunes blancs qui ne tolèrent pas que ces bandes multiraciales écument leur terrain de chasse. Car en dehors des problèmes économiques, tout comme en France, l'ennui des jeunes les amène tout droit à la délinquance avec en plus l'appartenance aux nombreux clans (punks, rockys, hell angels, Skin head) qui sont autant de motifs de conflits que d'ailleurs on peut rapprocher du racisme tant ils sont fondés sur la haine du différent. Pour les Jamaïcains, l'influence du mouvement rastafarien est énorme et ils ont été à la pointe du combat contre les pigs. Le racisme n'est pas de loin la seule raison du malaise urbain en Grande-Bretagne. Il est révélateur de savoir qu'après les émeutes, jeunes blancs et noirs étaient au coude à coude pour ce que les journaux ont appelé pillages et que j'appelle moi récupération/réappropriation. S'il s'était agi d'une émeute purement raciste, les blancs et les noirs ne se seraient sûrement pas partagés le butin. Je pense quant à moi que ces événements se rapprochent de ceux de Berlin ou d'Amsterdam où une jeunesse ayant balayé le passé des parents, ne croyant pas à la lutte politique, passe au acte. Bakounine ne disait-il pas déjà que les laissés pour compte feraient partie de la révolte, alors que l'ouvrier s'embourgeoise.

Jean-Claude BARRETTE
(groupe l'Entraide)

(1) L'Angleterre est le pays qui s'est ouvert le plus au Boats People.

NOTE DE LECTURE

L'Engrenage terroriste

par Alain Geismar — Ed. Fayard

LA plupart des analyses portant sur le terrorisme puent littéralement de la gueule. Quand elles ne sont pas gangrénés jusqu'à la moëlle par le cynisme ou la mauvaise foi, elles sont vérolées de mauvaise conscience imbécile ou de mépris.

Le cynisme et la mauvaise foi collent à la peau de tous ceux qui s'indignent à cor et à cri au moindre assassinat politique ou bris de vitrine, tout en trouvant tout naturel que des millions de gens aillent s'étriper sur les champs de bataille ou pourrir lentement dans les bagnes salariaux. Le mépris, le mépris des autres, est tout aussi patent chez les imbéciles sans espoir qui ont choisi d'éveiller la conscience de classe des masses en les confrontant à la furie répressive d'un Etat préalablement excité par leurs soins. La mauvaise conscience imbécile, enfin, ronge tous ceux qui voudraient bien mais qui n'osent pas et qui, pour « justifier » la trouille qui leur noue les tripes, « comprennent » le terrorisme tout en déplorant la violence outrancière, inutile ou injuste de certaines de ses manifestations. Au bout du compte, ce que tous déplorent fondamentalement dans le terrorisme, c'est surtout qu'il soit le fait... des autres !

Dans ces conditions, affirmer haut et clair comme nous l'avons toujours fait qu'à l'instar de la police, de l'armée, du nucléaire ou de l'Etat, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de BON terrorisme, tranche sur le misérabilisme ambiant et suscite à tous les coups hostilité ou imcompréhension. Alain Geismar, en nous rejoignant sur cette voie de la dénonciation de TOUS les terrorismes, celui des Etats comme celui des petites sœurs des pauvres du marxisme-léninisme pur et dur ou celui des nostalgiques du fascisme, n'a donc pas choisi la facilité. Ce n'est pas là son seul mérite !

Dans un premier temps, il cherche à comprendre ou plus exactement à expliquer le pourquoi de l'apparition du terrorisme européen d'extrême-gauche de ces dix dernières années (1). Pour lui, la convergence entre le mythe de la lutte armée (incarné principalement par les Tupamaros, les Palestiniens et dans une moindre mesure par l'IRA et l'E.T.A.) et la désillusion de l'après 68 expliquent pour l'essentiel le passage d'un certain nombre de gauchistes marxistes ou marxisants au terrrorisme. Ce fut le cas de la RAF en Allemagne et des Brigades Rouges en Italie. En France, par contre, Mai 68 et ses acteurs ayant intégré la mémoire collective avec une relative bonne image de marque, il n'y a pas eu de rupture radicale entre la société globale et les soixante-huitards désenchantés. Généralement, Geismar en est la preuve vivante, ces derniers se sont intégrés progressivement, voire en douceur, au système dominant. Cela explique que les agités de la Gauche Prolétarienne, bien qu'ayant flirté un instant avec le terrorisme, n'ont jamais franchi le pas. D'une certaine manière, ils n'avaient pas le dos au mur. Le vieux monde avait l'intelligence de ne pas leur fermer la porte au nez.

Ensuite, après avoir dégagé les conditions d'apparition ou de non-apparition du terrorisme, Geismar s'attache à mettre à nu les éléments constitutifs de la logique terroriste. En premier lieu, il va démonter pierre par pierre le puzzle de la stratégie de la terreur. Cette dernière s'appuie sur une analyse qui est plutôt de l'ordre de la contestation, à savoir que le capitalisme digère d'autant plus facilement ses contradictions qu'il réussit à cacher sa véritable nature à un populo savamment anesthésié par ses soins. De cette constatation, le terrorisme va tirer un certain nombre de conclusions pour le moins contestables. dans le cadre de la stratégie terroriste, l'avant-garde va avoir pour mission de forcer le capital à dévoiler son vrai visage. Pour se faire, elle va attaquer bille en tête, militairement, le système dominant et ses molosses. Piquée au vif par le taon terroriste, la bête va à coup sûr se mettre à ruer dans tous les sens, frappant sans discernement, étalant au grand jour ses « instincts profonds ». Parallèlement à la mise en œuvre d'une répression féroce, l'Etat sera amené à se fasciser. Ainsi, les masses ne seront plus abusées par le masque trompeur du libéralisme et comme « on » les aura fait entrer dans le champ de la répression, elles seront par la force des choses obligées de se radicaliser. La lutte de classe, aiguillonnée par une conscience de classe retrouvée, évoluera lentement vers l'affrontement révolutionnaire final.

L'avant-garde armée aura réussi son coup et elle s'imposera très vite comme l'accoucheuse et le guide de la révolution.

On connaît le résultat de cette analyse prospective maniaco-délirante. L'Etat s'est renforcé sans pour autant se fasciser ouvertement. La répression a été féroce sans pour autant radicaliser les masses. Mieux, l'anéantissement méthodique des tenants de la lutte armée s'est opérée avec l'approbation tacite ou bruyante de l'ensemble des forces politiques et syndicales et même de la population. Résultat des courses, la conscience de classe a régressé par le biais d'un véritable consensus antiterroriste. Là n'est cependant pas le seul échec du terrorisme européen d'extrême-gauche.

Geismar, en effet, en s'appuyant sur les témoignages de terroristes « repentis », nous dépeint les effets pervers de la stratégie de la terreur. Il nous montre à quel point la paranoïa désintègre peu à peu le psychisme du clandestin. Il nous explique l'inéluctabilité de la militarisation de l'organisation, son incapacité grandissante à effectuer des analyses politiques, sa propension à tuer pour tuer, son imperméabilité à toute critique et finalement à tout sentiment humain.

C'est tout cela l'engrenage du terrorisme et Geismar a réussi à lui mettre les tripes à l'air sans pour autant tomber dans le piège du jugement moral ou de la dénonciation haineuse. En conclusion, il estime que pour sortir de cet engrenage et pour éviter d'y mettre le doigt, il convient de remettre à l'honneur ou de redéfinir une véritable éthique de la révolution. Pour qui, comme nous, refuse de dissocier les moyens de la fin, difficile de ne pas souscrire à une telle conclusion.

Cela étant, il manque quelque chose dans ce livre, à savoir le distinguo entre le terrorisme et la violence révolutionnaire. La violence révolutionnaire, en effet, à la différence du terrorisme, s'inclut toujours dans le cadre d'une dynamique de masse. Elle exclut de ce fait l'affrontement militaire entre l'Etat et les SEULS militants. Elle s'oppose également à l'avant-gardisme (de ce point de vue, l'anarchisme, sans pour autant nier la différence existante dans la prise de conscience, refuse son institutionalisation) et à la systématique de l'assassinat politique. Une foule de problèmes, donc, à peine effleurés dans le livre de Geismar. C'est dommage, car un peu plus étoffé, il aurait sans nul doute constitué une petite « bombe » sur la question du terrorisme.

Jean-Marc RAYNAUD

(1) Geismar a centré son livre sur cet aspect particulier du terrorisme. Cela ne signifie nullement qu'il ignore ou approuve le terrorisme d'extrême-droite ou celui de l'Etat.

LIVRES ET DISQUES EN VENTE A PUBLICO

La Légalité contestée, **D. Grein**	**30 F**
Du principe de l'art et de sa destination sociale, **Proudhon**	**140 F**
Le Socialisme-Etat, **C.-M. Hytte**	**60 F**
La Foire à bras, **n° 2 (sur les prisons)**	**10 F**
Disque:	
Gérard Pierron chante Gaston Couté : les mangeux d'terre	**45 F**

BOM POVO PORTUGUÊS

de Ruis Sinoês

LE film de Sinoes qui passe en ce moment au Saint-Séverin (12, rue Saint-Séverin) à Paris, est difficilement résumable. Il retrace les événements portugais d'avril 74 à novembre 75, à travers des montages d'actualités : discours de généraux, de Suares, de membres du PC, du PS, images de manifestations, de défilés militaires, interviews de paysannes, scènes d'occupations de grands domaines.

Bom Povo Português, « Bon peuple portugais », le metteur en scène a tiré le titre du film d'un discours d'un général portugais où il s'adressait à la « masse » réunie devant lui par ces mots de « bon peuple ».

Quelques années plus tard, le peuple montrait que les qualificatifs que ses maîtres lui donnaient seraient pour un temps superflus. Durant plus de deux heures, nous est ainsi montrée l'évolution d'un immense espoir, l'éveil des consciences, l'organisation des travailleurs et puis la retombée, la prise en main de la révolution par les politiciens.

Les séquences sont entrecoupées de citations de poètes, d'images en décalages (un bœuf à l'abattoir), (un repas dans une famille bourgeoise). Le film se termine sur une scène d'hystérie collective au cours d'une cérémonie religieuse. Seul au milieu de la foule en transe, le curé calme fume une cigarette.

Il peut être content...

COLETTE

La Grande Guerre des petites étoiles

A la Comédie de Paris, c'est reparti sur les chapeaux de roue avec deux spectacles de qualité : ***Boris Super Vian*** et ***La Fameuse Guerre des p'tites Etoiles***. Ce dernier raconte la vie d'une jeune fille pauvre qui veut devenir vedette de cinéma. Cela se passe au début du siècle, ce qui nous permet d'apprécier, entre autres, une scène truculente pendant la guerre de 14-18 avec cocardes et slips patriotiques.

La satire est présente du début à la fin et les réparties piquantes ne manquent pas. Beaucoup de couleurs et de décors dans une mise en scène très réussie. Les efforts que fera Mona Moor pour parvenir au plus hauts sommets de la gloire vous feront crouler de rire, et si elle ne réussit pas l'examen de passage devant les Saintes-Super-Stars, elle finira quand même vedette, au moins pour ce spectacle.

(La Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, m° Blanche, 75009 Paris, tél. : 281.00.11, spectacle à 21 h 30, sauf dimanche, places : 50 F, étudiant : 35 F).

Jules CÉSAR

BORIS SUPER VIAN

QUATRE comédiens qui nous disent Vian, qui réinventent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel aussi bien que Boris Vian quand il était inspiré. On rit de plaisir parce qu'un mot, une intonation a exactement la même forme qu'une dragée vert d'eau (et que pour une raison que j'ignore, les dragées vert d'eau, à l'instant présent, m'apparaissent comme quelque chose de délicieusement doux et d'irrésistible).

Et puis, un éclair transperce la scène, les tripes se mettent à vibrer, chaque réplique libère du 50 000 watts. Bonnot revit, on arriverait presque à lire la plaque minéralogique de sa torpédo (570-1-3 pour les petits curieux) et puis les temps se font noirs et puis féroces et puis délirants et puis violents et puis caressants et puis, ils prennent exactement le même goût qu'un jus de papaye glacé (sauf pour ceux qui n'aiment pas le jus de papaye glacé) et puis... je ne sais plus (comme disait Boris Vian quand il n'était pas inspiré).

Toujours à la Comédie de Paris, mais à 20 h, *Boris Super Vian*, tous les jours (sauf dimanche).

VERCINGÉTORIX

UN PREMIER MAI EN MIETTES, ESCAMOTÉ PAR LES GADGETS ÉLECTORAUX

PLUS on approche des élections présidentielles, plus la mêlée des politiciens devient fracassante. Finis les beaux mouvements de menton, fini la prêche aux sentiments nobles ! Les coups les plus vicieux s'échangent dans l'arène électorale. Aux économistes brumeux, aux philosophes en chambre, ont succédé des spécialistes de l'intox !... Et l'on voit tel personnage resté sur la touche se désister bruyamment pour Mitterrand, tel paysan juché aux puces. Comme vous le pensez bien, les autres n'en sont pas restés là !

Mitterrand, lui, nous a présenté son petit dernier, un garçon turbulent : le petit Rocard, la mine épanouie, visiblement satisfait d'avoir échappé à ce merdier et plastronnant sur le socialisme moderne. Enfin, tout le contraire d'un socialisme archaïque ! Aux côtés de Mauroy, qui faisait de la figuration, Mitterrand écoutait ce discours avec un petit sourire crispé. Le

rer qu'il n'est pas communiste et se désister pour Marchais, tel général spécialisé dans la torture se désister pour Giscard, et j'en passe ! D'ailleurs, le fin du fin consiste à se désister bruyamment pour un candidat resté en course et appartenant à un parti différent du sien ! Ça a un petit fumet d'hérésie et ça attire davantage l'attention.

De quoi faire parler de soi l'espace d'un matin ! Mais il ne s'agit là que de la petite fiente de notables en rage de publicité, et dans ce domaine, les « grands candidats », noblesse oblige, ont fait mieux !

Dans l'intoxication, on fera difficilement plus que Chirac et que l'équipe de coupe-jarrets qui l'entoure. Il a eu une idée de génie : se servir de ce gadget électoral qu'est devenu le sondage. Le calcul savant auquel se livrent les sondeurs une fois la collecte faite..., vous n'y comprenez pas grand-chose, vous ? Moi non plus ! Nous ne sommes pas doués ! Il paraît qu'on additionne les résultats, qu'on ajoute, qu'on retranche, qu'on tripote suivant des raisons mystérieuses avant de les servir chaud à l'officine de presse ou politique qui paye... cher, naturellement ! Comme par hasard, ces sondages donnent toujours l'avantage au candidat de celui qui finance. C'est-y pas mieux comme ça ! Dans ce tripatouillage, le bougre est imbattable ! Ses sondages à lui le donnaient, paraît-il, gagnant devant Mitterrand, et candidat contre Giscard au deuxième tour. Parbleu ! On en a pleuré dans les chaumières transformées en résidences secondaires. La Bourse a pété comme un bouchon de champagne ! La gueule des autres ? Ce Chirac quand même ! Avec sa faconde, il aurait pu faire carrière comme marchand de cravates à la sauvette, au marmodernisme et l'archaïque, il s'en rappelle, lui, c'est pas si vieux ! Mais le personnage a de la ressource. Si Giscard a débauché cette vieille baderne de Pinay, lui a récolté Jobert et pour faire bon poids Garaudy, le marxiste qui a rencontré la vierge Marie. Naturellement, tout ça est un peu léger et sent la naphtaline. Mais enfin !

Volant au secours de Mitterrand agressé par les sondages de la bande à Chirac, Giscard a joué les belles âmes. Son candidat de gauche fait sur mesure, il y tient. Il nous a d'ailleurs informés qu'il n'attaquait pas ses adversaires sinon pour constater qu'il est seul contre tous, ce qui ne l'a pas empêché de débaucher la mère Veil, Veil l'européenne, dont on dit dans les coulisses que si Giscard passe, elle pourrait bien être la première femme ?... Mais peut-être est-ce aussi de l'intox ?

Marchais ? J'allais l'oublier. Faut dire que ces derniers jours, il se fait singulièrement timide, ronronnant un ton en dessous ! Pourtant, l'autre soir, il a à nouveau envoyé Fitterman sur les radios. Un désastre ! Celui-là, où l'ont-ils déniché ? Si Marchais voulait être distancé au premier tour, il ne ferait pas mieux. Ce qu'il y a de bien chez Marchais, c'est la précision du refrain. Si vous avez une casserole sur le gaz, vous pouvez faire un saut à la cuisine, vous êtes sûrs de retrouver le bougre sur votre télé prononçant la même phrase que la veille, à la même heure.

En traçant ces lignes, j'ignore les résultats du premier tour que vous connaîtrez en les lisant, encore que malgré l'allégresse de la finance pour le score supposé de Chirac, je me doute à peu près des résultats qui ne surprendront personne. Ces messieurs, nous allons d'ailleurs les retrouver au second tour. Ils ne seront plus que deux en piste, bien sûr, mais entouré des autres leur apportant leur désistement chaleureux, malgré les horreurs qu'ils ont racontées sur eux au premier tour. Dame, on ne peut pas négliger l'occasion de montrer son profil à la télévision, se faire voir encore un peu. Une fois tous les sept ans, faut pas manquer ça !

Oui, vraiment, cette dernière semaine a été la semaine de l'intoxication, de la manipulation, de la combine. Pendu à mon poste, pour les nécessités de notre journal, je me suis amusé, je ne le nierai pas ! Mais il était temps que ça finisse, le cœur commençait à me lever. Je sais bien que l'Elysée vaut bien un crachat. Ce printemps maussade s'ajoutant à cette grisaille monotone, à peine coupé de rodomontades, vous portait sur les nerfs et on avait envie de leur gueuler : « Taisez-vous un peu, qu'on entende le souvenir (sic) de ceux qui sont morts pour que les travailleurs vivent dans la dignité ». Car rappelons aux foules qui vont galoper vers les urnes et à leurs cornacs que d'autres foules ont défilé dans les rues les Premier Mai de légende, précédées par une forêt de drapeaux rouges et de drapeaux noirs, et que justement, le Premier Mai était la manifestation des travailleurs pour que la part des citoyens dans la gestion d'une nation ne soit pas simplement symbolisée par une grande messe tous les sept ans, mais par la participation des travailleurs à la gestion directe de toutes les activités du pays.

Aujourd'hui, furtivement, comme en défaut, en s'excusant, le Premier Mai va essayer de se glisser entre les deux tours du

scrutin : « Pardon, vous permettez, vite fait ? » Les politicards, ils permettent, à condition de faire vite, de ne pas gêner et de chanter la ritournelle du jour : « Marchais... au ! Mitterrand... au ! » Oui, nous serons bien quelques-uns à crier : « Aux chiottes ! », pour sauver l'honneur; seulement, cette journée du Premier Mai, l'histoire merveilleuse de ce mouvement ouvrier s'inclinant devant la ruée des politiciens de gauche vers le pouvoir... misère !

En miettes, le Premier Mai l'est depuis le jour où le parti communiste s'est emparé d'une fraction importante de l'organisation syndicale afin qu'elle serve ses desseins. Alors, les autres partis de gauche, plus ou moins discrètement, ont emboîté le pas ! Ça peut ne pas paraître vrai, mais l'organisation syndicale à laquelle j'appartiens a supprimé son défilé pour ne pas gêner la campagne électorale. Et si aujourd'hui on voit des minorités se dessiner pour faire une journée d'unité, c'est tout bonnement pour assurer la « victoire » de la gauche au second tour. Et c'est ainsi que le Premier Mai est devenu le plus grand des panneaux électoraux dans lesquels les candidats de gauche s'affrontent sous le regard des foules anesthésiées. Déchéance d'une journée où s'inscrivait la noblesse des luttes ouvrières et qu'on a remplacée par l'intox... en faveur de la « nomenclature » de gauche.

Bien sûr, on avait rêvé d'autre chose pour une journée qui fut souvent une journée sans..., une journée comme les autres, mais qui fut quelquefois un tournant dans l'évolution sociale imposée par les luttes ouvrières. Il est vrai qu'on a vu parfois, en 36 par exemple, le Premier Mai coïncider avec les élections, mais alors, le cortège ouvrier conduisait le bal, occupait les usines, imposait aux patrons comme aux politiciens de droite ou de gauche des réformes sociales profondes. Sa place était la première et toutes les classes politiques de droite comme de gauche tremblaient et tournaient leurs yeux inquiets vers la rue de la Grange aux Belles ! Aujourd'hui, le Premier Mai se constitue de minces cortèges composés d'appareils syndicaux et des politicards qui les drivent. De ces cortèges montent des slogans politiques et électoraux relayés par des naiseries qui se veulent bon-enfant et rassurantes pour le petit bourgeois timoré qu'il ne faut pas effrayer si on veut mordre sur le centre pour qu'une gauche baveuse et sans vertèbres passe. « Discipline, camarades ! » Ouais, « discipline mon cul », comme dirait Zazie.

Lorsque la comédie électorale efface les pages d'histoire du mouvement ouvrier, le processus est constant. Les foules s'agrippent au mince bagage que la classe dirigeante permet de conserver. Ça dure ce que ça dure, et le réveil n'est pas toujours de tout repos pour les endormeurs. Qu'ils y songent ! Pour

le monde libertaire
hebdomadaire
DU BALAI LES EXPLOITEURS !
Editorial
LE BILAN D'UNE REVOLUTION TRAHIE ET DEFIGUREE

nous, anarchistes, la différence entre la journée du Premier Mai et celle où se joue la mascarade électorale est très claire. Lorsque vous votez, vous vous engagez pour cinq ou sept ans derrière un homme. Lorsque vous manifestez le Premier Mai, vous vous engagez dans la lutte quotidienne pour la défense de vos intérêts de classe. Voter, c'est démissionner. Manifester le Premier Mai pour la diminution de la journée de travail, c'est placer les luttes au cœur du problème économique et social.

Cette année, le Premier Mai en miettes sera escamoté au profit des gadgets électoraux. Les défilés électoraux remplaceront les défilés prolétariens. La gauche doit gagner, nous dira-t-on ! La belle affaire ! Que la gauche gagne ou perde, l'année prochaine le Premier Mai sera placé devant les réalités qui pourraient bien pousser les ouvriers à sortir de l'isoloir pour occuper l'usine.

Maurice JOYEUX

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.